



AMBITIONS  
2020

CONTRAT régional  
DE SOLIDARITÉ  
territoriale

Région  
Centre-Val de Loire

# CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

Communauté de communes

Cœur de Beauce

Avenant n°2



# **CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE**

**2015 – 2021**

## **AVENANT N°2**

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°18.07.26.69 du 13 juillet 2018

Et

La communauté de communes Cœur de Beauce, représentée par M. Jean-Louis BAUDRON, Président, dûment habilité par délibération N°2018-06-136 du 12 juin 2018.

**VU :**

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, et prévoyant la signature d'avenants aux Contrats déjà signés pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération DAP n°14.09.26.121 du 17 octobre 2014 des « Ambitions 2020 » pour le bassin de vie de Chartres,

La délibération CPR n°15.09.26.111 du 16 octobre 2015 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du Pays de Beauce,

Le Contrat signé le 26 novembre 2015 et son avenant n°1 signé le 13 novembre 2017,

La délibération CPR n°18.07.26.69 du 13 juillet 2018 relative à la modification du CRST de la Communauté de communes Cœur de Beauce pour intégration des nouvelles modalités,

## IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

**Le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants, prenant en compte le nouveau cadre d'intervention adopté en décembre 2017 et le nouveau périmètre de contractualisation :**

### *Article 1 : OBJET*

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale de la communauté de communes Cœur de Beauce définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

### *Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES*

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

#### **LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :**

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

## **LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :**

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

### **En termes de moyens d'animation du Contrat :**

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

### **En termes de suivi du Contrat :**

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

### **En termes de limitation des surfaces artificialisées :**

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

### **En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :**

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maitres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.

- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

#### **En termes de financement :**

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

#### **LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :**

**Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé** par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

### *Article 3 : PERIMETRE*

Le Contrat s'applique au territoire des 51 communes suivantes :

Commune	Population*	Commune	Population*
Allaines-Mervilliers	326	Mérouville	221
Ardelu	75	Moutiers	260
Baigneaux	245	Neuvy-en-Beauce	212
Bazoches-en-Dunois	254	Nottonville	316
Bazoches-les-Hautes	233	Oinville-Saint-Liphard	270
Barmainville	122	Orgères-en-Beauce	1089
Baudreville	271	Ouarville	519
Beauvilliers	337	Oysonville	514
Cormainvilles	247	Péronville	268
Courbehaye	133	Poinville	143
Dambron	89	Poupry	104
Eole en Beauce (Baignolet, Fains-la-Folie, Germignonville, Viabon)	1046	Prasville	457
Fontenay-sur-Conie	153	Rouvray-Saint-Denis	452
Fresnay-l'Evêque	747	Réclainville	190
Garancières-en-Beauce	224	Sainville	1012
Gommerville (Gommerville-Orlu)	678	Santilly	351
Gouillons	334	Terminiers	937
Guilleville	188	Tillay-le-Péneux	329
Guillonville	441	Toury	2693
Intréville	134	Trancrainville	172
Janville	1 825	Varize	202
Le Puiset	414	Les Villages Vovéens (Montainville, Rouvray-Saint-Florentin, Villeneuve Saint Nicolas, Voves)	3 947
Levesville-la-Chenard	219	Villars	167
Loigny-la-Bataille	210	Villeau	187
Louville-la-Chenard	258	Ymonville	492
Lumeau	183	<b>TOTAL</b>	<b>24 990</b>

\* Population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2018, recensement INSEE 2014.



## *Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE*

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 16 octobre 2021.

**Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.**

**Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.**

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 16 octobre 2022, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

## *Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS*

### **5-1 : Montant et contenu du contrat**

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 3 505 000 €, réparties entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe et sera intégré au programme d'actions en lieu et place du tableau précédent.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Toutes les mentions (présentation du contexte, projets identifiés, projets pressentis...) aux communes ayant quitté le périmètre de contractualisation au 1er janvier 2018 (Allonnes, Boisville-la-St-Père, Boncé et Theuville) sont supprimées.

**L'ensemble des cadres de référence, tels que votés en séance plénière du 21 décembre 2017 s'ajoutent ou se substituent aux cadres de référence précédents.**

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

## **5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

### **a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

### **b – Engagement des crédits par la Région**

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

## **5-3 : Versement des crédits**

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

## **5-4 : Modalités de contrôle**

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.



## Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

### 6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

**Quantitatif et qualitatif**, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

### 6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

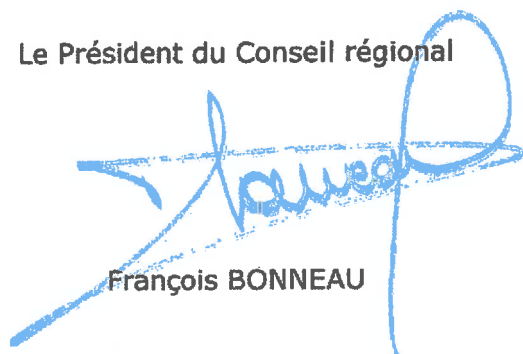
Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

## Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

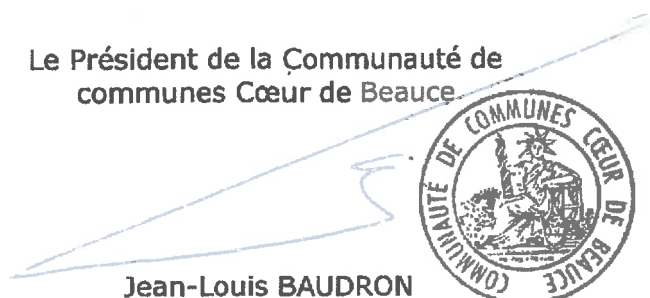
Fait à Orléans, le .....12 SEP. 2018

Le Président du Conseil régional

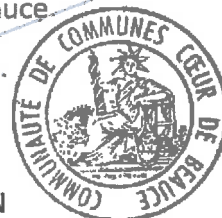


François BONNEAU

Le Président de la Communauté de  
communes Cœur de Beauce



Jean-Louis BAUDRON



Annexes :

- Tableau financier récapitulatif modifié
- Règles de financement régional et modalités communes

## Annexe 1 :

### MAQUETTE AVENANTEE

	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
<b>PRIORITÉS THÉMATIQUES</b>				
<b>A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE</b>	<b>644 100</b>	<b>0</b>	<b>644 100</b>	<b>12%</b>
<b>Axe A1 : Attractivité numérique du territoire</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>14%</b>
01 : Très Haut Débit	500 000		500 000	
<b>Axe A2 : Accueil des Entreprises</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>1%</b>
02 : Foncier économique	0	0	0	
03 : Création de locaux d'activités	50 000		50 000	
<b>Axe A3 : Economie agricole</b>	<b>94 100</b>	<b>0</b>	<b>94 100</b>	<b>3%</b>
04 : Développement de l'agriculture biologique	30 000		30 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	30 000		30 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé (ex: Soutien à la structuration d'une filière locale d'approvisionnement de la restauration collective	0	0	0	
07 - Aquisition de matériel en commun dans le cadre de filères régionales	34 100	0	34 100	
<b>Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0		0	
<b>Axe A5 : Economie touristique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
14 : Sites touristiques et lieux d'information touristiques	0		0	
<b>Axe A7 : Locaux de formation et plateforme technologiques</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL</b>	<b>720 400</b>	<b>0</b>	<b>720 400</b>	<b>21%</b>
<b>Axe B1 : Services à la population</b>	<b>311 300</b>	<b>0</b>	<b>311 300</b>	<b>9%</b>
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	270 000		270 000	
15.1 : Projets locaux de santé		0	0	
19 : Structure d'accueil petite enfance	41 300		41 300	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	0		0	
<b>Axe B2 : Développement de l'accès à la culture</b>	<b>53 100</b>	<b>0</b>	<b>53 100</b>	<b>2%</b>
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	0		0	
17 : Equipements de lecture publique	30 000		30 000	
18-1 : Musée d'intérêt local	23 100		23 100	
<b>Axe B3 : Sport</b>	<b>356 000</b>	<b>0</b>	<b>356 000</b>	<b>10%</b>
22 : Equipements sportifs et de loisirs	356 000		356 000	
22-2 : Equipements nautiques	0		0	
<b>C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL</b>	<b>850 750</b>	<b>20 000</b>	<b>870 750</b>	<b>25%</b>
<b>Axe C1 : Aménagement d'espaces publics</b>	<b>525 750</b>	<b>20 000</b>	<b>545 750</b>	<b>16%</b>
23 : Aménagement d'espaces publics	525 750		525 750	
22-1 : AMO architecturale et paysagère	0	20 000	20 000	
<b>Axe C2 : Foncier</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
23-1 : Requalification de friches urbaines	0		0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0		0	
<b>Axe C3 : Habitat - Logement</b>	<b>245 000</b>	<b>0</b>	<b>245 000</b>	<b>7%</b>
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	30 000		30 000	
24-1 : Acquisition de logements temporaires meublés pour jeunes	0		0	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	90 000		90 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0		0	
26-1 : Aires d'accueil des gens du voyage	0		0	
27 : Rénovation thermique du parc public social	120 000		120 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	5 000		5 000	
<b>AXE C5 : Mobilité durable</b>	<b>80 000</b>	<b>0</b>	<b>80 000</b>	<b>2%</b>
30 : vélo utilitaire	80 000		80 000	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0		0	
<b>PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE</b>				
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0		0	0

<b>D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE</b>	<b>300 000</b>	<b>50 000</b>	<b>350 000</b>	<b>10%</b>
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	220 000	30 000	250 000	
32 : Gestion alternative des espaces publics	30 000	20 000	50 000	
32-1 - Bonification matériaux perméables	0			
33 : Biodiversité domestique	0		0	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	50 000		50 000	
<b>E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL</b>	<b>386 450</b>	<b>10 000</b>	<b>396 450</b>	<b>11%</b>
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	336 450		336 450	
35-1 - Forfait Energétis	0	10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	50 000		50 000	
35-3 : Eclairage public	0		0	
36 : Filière bois énergie	0		0	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0		0	
<b>ENVELOPPE FONGIBLE</b>	<b>298 300</b>	<b>25 000</b>	<b>323 300</b>	<b>9%</b>
<b>ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>SOUS-TOTAL HORS A Vos ID</b>	<b>3 200 000</b>	<b>105 000</b>	<b>3 305 000</b>	<b>94%</b>
<b>F : A VOS ID</b>			<b>200 000</b>	<b>6%</b>
<b>ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT</b>		<b>3 505 000</b>		

## Annexe 2

# Règles de financement régional et modalités communes

## Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

### **A – à considérer dès la conception du projet**

#### **A - 1 : CONDITIONNALITES**

##### **❖ Conditionnalités énergétiques**

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m<sup>2</sup>/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an

##### **❖ Bio-conditionnalités :**

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

##### **❖ Conditionnalités sociales :**

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

#### **A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES**

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

**Ne sont éligibles que :**

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1<sup>er</sup> septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

## **A - 3 : NIVEAUX D'AIDE**

### **❖ Subventions et taux planchers**

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

### **❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique**

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

### **❖ Bonifications**

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
  - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
  - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
  - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
  - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

*NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.*

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m <sup>2</sup>	9 kg/m <sup>2</sup>
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m <sup>2</sup>	18 kg/m <sup>2</sup>

#### ❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

## **B – à considérer pour le versement de l'aide régionale**

### **B - 1 : COMMUNICATION**

**Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement**, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site [www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr) (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

### **B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS**

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

### **B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT**

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :



## **a) en fonctionnement**

### **Ingénierie externalisée :**

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission\* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.*

### **Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :**

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission\* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.*

\* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

### **Animation territoriale transversale :**

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

## **b) en investissement**

### **❖ Dossiers concernant le logement social :**

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information<sup>1</sup> sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.*
- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.*
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :
  - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
  - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.*

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.  
*En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.*

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2ème versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	<b>en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée</li> </ul>		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	<b>Acompte de 50% sur présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...),</li> <li>- de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région.</li> </ul>		<b>Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>
Supérieure à 500 000 €	<b>Acompte de 30 % sur présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...)</li> <li>- de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région</li> </ul>	<b>50 %</b> sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>	<b>Solde de 20% maximum</b> sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>

**L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.**

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

\*\*\*

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

**Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers**, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.



## Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

### Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

#### **Bassin de Vie d'Orléans :**

**Enjeu 23 : le THD pour l'ensemble des habitants du bassin de vie et 70% des lignes connectées au THD d'ici 2020.**

- Soutenir le développement du THD dans les zones périurbaines et rurales et la montée en débit des zones peu ou mal couvertes actuellement.
- Soutenir les initiatives visant à développer les usages numériques

#### **Bassin de Vie de Chartres :**

**Enjeu 28 : la couverture du territoire en THD**

- Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique d'Eure et Loir.
- Privilégier les cibles économie, services publics, santé, culture et enseignement (usages numériques)

A la suite de l'état des lieux des réseaux existants réalisé dans le cadre de l'étude d'ingénierie sur le territoire des 4 Communautés de Communes du Pays de Beauce, des solutions techniques adaptées ont été proposées à chaque CdC, permettant à l'horizon 2022 une couverture de :

- **Communauté de Communes de la Beauce Alnéloise :**
  - 52% des locaux résidentiels et professionnels en FttH,
  - 41% en ADSL supérieur à 10 Mbits/s
  - 7% en ADSL inférieur à 10 Mbit/s (mais dont une partie a d'ores et déjà accès à la BLR existante).
- **Communauté de Communes de la Beauce de Janville :**
  - 62% des locaux résidentiels et professionnels en FttH et FttN,
  - 35% en ADSL supérieur à 10 Mbits/s
  - 3% en ADSL inférieur à 10 Mbit/s
- **Communauté de Communes de la Beauce d'Orgères :**
  - 46% des locaux résidentiels et professionnels en FttH et FttN,
  - 43% en ADSL supérieur à 10 Mbits/s
  - 11% en ADSL inférieur à 10 Mbit/s
- **Communauté de Communes de la Beauce Vovéenne :**
  - 84% des locaux résidentiels et professionnels en FttH et FttO,
  - 15% en ADSL supérieur à 10 Mbits/s
  - 1% en ADSL inférieur à 10 Mbit/s

Le passage de la fibre optique le long de l'autoroute A10 ou de la RN10 vers Ablis, permettrait de se raccorder aux nœuds existants. L'intérêt est évident dans un contexte où les entreprises recherchent de plus en plus du haut débit dans leur choix de localisation et que les usages numériques se développent (télétravail, télémedecine, écoles numériques...).

<b>AXE A1 : Attractivité numérique du territoire</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Mesure N° 01 : Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit</b>	<b>700 000 €</b>	<b>700 000 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>	<b>700 000 €</b>	<b>0 €</b>



## ***Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit***

### **Contexte et enjeux**

La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.

Les opérateurs privés ont annoncé déployer de la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 agglomérations régionales.

Pour 60% de la population, les déploiements de fibre optique et de solutions de montée en débit sur le réseau cuivre seront assurés par les acteurs publics. Jusqu'en 2020, le coût net public nécessaire de ce chantier est évalué à plus de 560 M€.

La Région accompagnera ces déploiements dans le cadre des politiques territoriales. L'ambition a été déclinée dans le SRADDT : 70% de la population desservie en fibre optique à l'abonné à l'horizon 2020 et 30% bénéficiant du vrai haut débit.

L'effort financier régional doit créer un véritable effet levier permettant d'accélérer les chantiers prévus par les départements et de couvrir un plus grand nombre de population en ayant recours en priorité aux technologies permettant l'accès au Très Haut Débit.

### **Objectifs**

- à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants
- afin de mettre en œuvre les ambitions 2020 du SRADDT en cohérence avec la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux (SDAN), les financements des trois contrats Région-Département, Région-Agglomération et Région-Pays seront mobilisés ;
- accompagner le déploiement de la fibre optique sur les zones d'initiative publique, au sein notamment des réseaux d'initiative publique (RIP) départementaux ;
- soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
- animer le partenariat régional autour des infrastructures et des usages numériques ;
- contribuer à la définition, au suivi et à l'évaluation des orientations stratégiques en matière d'aménagement numérique du territoire

### **Nature de l'aide**

- Subvention et/ou
- Ingénierie ou portage financier

### **Contenu**

- projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit,
- étude préalable
- fonctionnement des structures de portages de projet de RIP ;

**Dépenses éligibles :** Études, schémas d'ingénieries, SIG, déploiement FFTH, réseau de collecte, montée en débit (modernisation, PRM). Les dépenses seront estimées en coût net en prenant en compte les retours sur investissements.

**Maitres d'ouvrage**

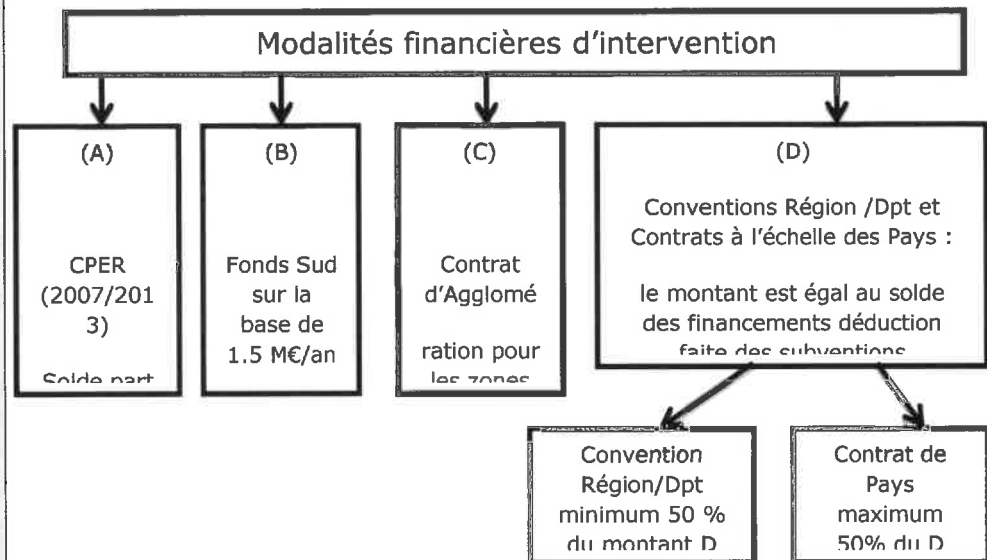
Conseil général, Syndicat mixte ouvert, autre véhicule de portage du RIP

**Financement régional**

Le financement régional est compris, selon les départements, entre 20% et 25% du coût net public, plafonné à 100 millions d'euros par département. Le cadre de partenariat est précisé à travers une convention signée par la Région, le Département et les EPCI concernés.

Les taux d'intervention pour chaque département sont les suivants :

- Cher : 23,77%
- Eure-et-Loir : 22,54%
- Indre : 25%
- Indre-et-Loire : 21,38%
- Loir-et-Cher : 22,82%
- Loiret : 20%



Les subventions sont inscrites dans les conventions Région/Département, les Contrats signés à l'échelle des Pays et des Agglomérations jusqu'en 2022, en fonction du rythme d'avancement des travaux.

**Modalités**

- justification de la cohérence du projet avec les priorités définies dans le SRADDT, la Stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique du territoire (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux d'aménagement numérique (SDAN)
- modèle économique du projet sur la durée de vie de l'investissement
- Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats départementaux qui pourraient être créés
- Association de la Région au suivi des déploiements par les opérateurs sur la zone d'initiative privée, aux côtés des autres collectivités et de l'État
- projet de RIP déployé en cohérence avec les investissements des opérateurs sur la zone d'initiative privée.
- transmission des coordonnées SIG du projet (*ex ante* et *ex post*)

**Indicateurs d'évaluation**

**INDICATEURS TRANSVERSAUX**

- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées

**INDICATEURS SPECIFIQUES**

- Taux de couverture de la population régionale en FttH
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative privée
- Nombre de prises ayant bénéficié d'une montée en débit

## Axe A2 : Accueil des entreprises

### **Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

#### **Bassin de vie d'Orléans :**

##### **Enjeu 2 : Renforcement des pôles économiques relais du bassin de vie**

- Développer une action économique coordonnée entre l'Agglo Orléanaise et son Bassin de Vie.
- Accompagner le maintien et le développement des pôles économiques et industriels existants (logistique et agroalimentaire – transformation)

#### **Bassin de vie de Chartres**

##### **Enjeu 3 : Développement d'activités tertiaires à forte valeur ajoutée**

##### **Enjeu 4 : organisation du développement d'une offre foncière maîtrisée et immobilière de qualité.**

- Structurer une offre territoriale raisonnée en matière de foncier et d'immobilier d'entreprises.

Le territoire se caractérise par un poids important des activités de commerce, transports, services divers (64% des entreprises au 01/01/11) suivi du secteur de la construction (21%). L'industrie se place en 3ème position. L'année 2013 a été marquée par la fermeture d'une des plus grosses entreprises du Pays : ETHICON à Auneau (plus de 350 salariés sans emploi) mais un plan de redynamisation est en cours sur le bassin d'emploi de l'entreprise.

On note aussi plusieurs projets de création/développement de ZA :

- Un projet sur la Communauté de commune d'Auneau (Levainville / Bleury) : 200 ha en tout dédiés principalement à des activités de logistique (dont 80ha sur l'intercommunalité).
- La Zone d'Activités d'Artenay-Poupriy de 200ha qui sera entièrement commercialisée d'ici la fin 2015.
- Et la Zone d'Activités Commerciales de la Haute Borne à Toury qui est en cours de développement.

A ce jour, les surfaces disponibles en foncier économique (source <http://www.geoportail-eure-et-loir.com>) :

#### **CCBJ :**

Janville (ZC du Bois du Loup) : 27 000 m<sup>2</sup>

Toury (ZA de la Haute Borne) : 11 ha non viabilisés aujourd'hui- possible à la commercialisation fin 2016.

#### **CCBV :**

Voves (ZA du Moulin Gergeot) : 160 800 m<sup>2</sup>

Ouarville (ZA Ouarville Nord) : 20 000 m<sup>2</sup>

#### **CCBA :**

Auneau (ZA du Pays Alnélois) : 69 376 m<sup>2</sup>

Le Gué de Longroi (ZA du Gué de Longroi) : 94 000 m<sup>2</sup>

Levainville (hors ZA) : 100 000 m<sup>2</sup>

**CCBO :**

Poupry (ZA Artenay-Poupry) : 395 781 m<sup>2</sup> (tranche 1) + tranche 2 à venir

Terminiers (ZA de Terminiers) : 53 500 m<sup>2</sup>

Le Pays de Beauce ayant engagé sa procédure d'élaboration du SCOT début 2015, la question de l'adéquation entre l'offre de foncier économique et la demande réelle des entreprises sera bien sûr traitée dans ce cadre au même titre que la définition d'orientations pour améliorer l'attractivité de manière concertée sur l'ensemble du territoire. C'est pour cette raison, que dans l'immédiat, le Pays ne s'engagera pas dans un projet de développement économique de territoire.

Aujourd'hui le territoire se heurte à des difficultés pour attirer des entreprises et des industries, car la main d'œuvre y est peu dense et peu qualifiée. Dans une démarche d'attractivité, il semble nécessaire de pouvoir être en mesure de proposer des services de qualité, pouvant attirer les entrepreneurs et les salariés qualifiés, avec une capacité à les accompagner eux et leurs familles pour faciliter leur intégration à l'échelle locale.

Par ailleurs, la CCBJ envisage de créer un centre de télétravail à Janville.

<b>AXE A2 : Accueil des entreprises</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Mesure N°02 : Zones d'activités économiques</b>	<b>0 €</b>		
<b>Mesure N° 03 : Création de locaux d'activités (en location)</b>	<b>50 000 €</b>	50 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>50 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	

### ***Zones d'activités économiques***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Donner la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant et assurer une amélioration qualitative et environnementale des zones d'activités</li><li>• Permettre le développement des entreprises existantes et en accueillir de nouvelles</li><li>• Garantir une commercialisation et une animation optimales et limiter les risques de concurrence entre les territoires</li></ul>
<b>Contenu</b>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Reconversion et densification du parc existant : reconversion de friches (urbaines, industrielles, militaires) / requalification / densification de zones d'activités.</li><li>2. Exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans : création de nouvelles surfaces d'activités dans des secteurs carencés (extension de zone existante / création de zone).</li><li>3. Stratégie foncière économique</li></ol> <ul style="list-style-type: none"><li>- Frais d'ingénierie : AMO développement durable, MOE, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</li><li>- Acquisition foncière intégrée dans une stratégie foncière à long terme</li><li>- Acquisition des terrains d'assiette des aménagements au sein de la zone</li><li>- Travaux de dépollution du site pour les sites « orphelins », démolition</li><li>- Travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts...)</li><li>- Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises (équipements petite enfance au titre de la thématique « Services »)</li><li>- Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC...)</li><li>- Promotion, gestion et animation de la zone</li></ul>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communautés d'agglomération Communautés de communes Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Aménagement de zone : 50% maximum avec un cumul d'aides publiques de 80% maximum sur le reste à charge de la collectivité, après déduction des recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local.</li><li>- Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40%</li><li>- Etudes, AMO, actions de promotion de la zone : 50%</li><li>- Animation dédiée : 50% du poste de référent économique travaillant à minima à l'échelle du bassin de vie pour une durée de 3 ans maximum. Les missions de l'animateur seront définies précisément avec la Région et le versement de la subvention de la 2<sup>ème</sup> année se fera sur la base d'un rapport d'activité de l'année écoulée.</li><li>- Réserve foncière économique à long terme : 20%</li></ul> <p>⇒ Un bilan des réalisations sera transmis à la Région pour le solde de la subvention</p>

## Modalités

### • Prérequis pour toute création de surface nouvelle (extension ou création de nouvelles zones) : le projet de développement économique local du territoire à l'échelle à minima du Pays ou de l'Agglomération.

Le projet de développement économique permet d'avoir une vision stratégique, spatialisée et planifiée à l'échelle du territoire. Il comprend :

- ✓ Le diagnostic de l'offre foncière et immobilière (existante, projets de développement de zone en cours, rythme de commercialisation, demande des entreprises, potentiel de renouvellement et de densification de l'existant).
- ✓ la stratégie spatialisée pour l'accueil et le développement des entreprises.
- ✓ le plan d'actions à court, moyen et long termes.

Le mode d'élaboration du projet de développement économique est au choix du Pays ou de l'agglomération.

### • Modalités générales pour tout projet d'aménagement de zone : la démarche de développement durable :

- ✓ Etude de motivation-opportunité-faisabilité du projet de zone au regard de la stratégie du territoire
- ✓ Démarche qualité environnementale et sociale intégrant 4 cibles thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises ».

⇒ Le maître d'ouvrage transmettra un récapitulatif des aménagements prévus pour répondre aux objectifs de qualité définis (hors normes réglementaire) et engagement du maître d'ouvrage avec présentation des moyens et des outils nécessaires pour les réaliser. L'étude d'impact sera à joindre le cas échéant.

⇒ Pour les extensions : le projet d'aménagement s'inscrit dans une réflexion globale de requalification de l'ensemble de la ZAE afin d'éviter un décrochage par rapport à la nouvelle tranche et assurer un niveau de qualité globale du site

- ✓ Animation dédiée (organisation et moyens dédiés à la gestion et à la promotion de la zone).
- ✓ Bilan financier prévisionnel intégrant les recettes issues de la vente des terrains au prix du marché (intervention régionale sur le « reste à charge » pour la collectivité).

La démarche développement durable est obligatoirement réalisée en amont du projet d'aménagement par une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage spécialisée.

### ✓ Modalités complémentaires spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :

Les projets d'extension ou de création de zones d'activités doivent être :

- ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique)
- ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs.

La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :

- ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire.
- ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation des zones d'activités du territoire capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans,
- ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.

## Indicateurs d'évaluation

### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire
- Services nouveaux proposés aux entreprises et aux salariés





## ***Création de locaux d'activités (en location)***

### **Objectifs**

- Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit son statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes.
- Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
- Garantir l'accompagnement des entreprises par une animation et une gestion dédiée.

### **Contenu**

**La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier agricole.**

- Création de locaux d'activités en location aux entreprises\* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans).
- Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier.

Dépenses éligibles :

- Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire.
- Acquisition du terrain lié au bâtiment / acquisition immobilière, aménagements (VRD, aménagements paysagers), travaux de réhabilitation / dépollution de sites orphelins / démolition, travaux de construction (hors mobilier sauf dans le cas des équipements communs au sein d'une pépinière d'entreprises).

\* Quel que soit son statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)

### **Maitres d'ouvrage**

Commune, communauté de communes, communautés d'agglomération  
SEM de portage immobilier économique, CCI (par délégation)

### **Financement régional**

Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur :

- ✓ Location de locaux d'activités en bail précaire ou en bail commercial : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans
- ✓ Dans le cadre d'un crédit-bail : 20% du reste à charge du maître d'ouvrage déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans

Bonification de 10 % pour les projets de reconversion de friches.

## Modalités

- ✓ Etude de motivation-opportunité-faisabilité du projet au regard de la stratégie du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Récapitulatif des prix de location d'immobilier d'entreprises dans un rayon de 50 km
- ✓ Présentation du fonctionnement de la structure notamment des services aux entreprises et aux salariés et de l'animation dédiée.
- ✓ Bilan financier prévisionnel
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur.
- ✓ Cumul d'aides publiques ne devant pas conduire à un enrichissement sans cause de la collectivité.
- ✓ Maintien de l'usage des locaux d'activités destinés à la location pour une durée minimum de 10 ans ; en cas de revente avant le terme de 10 ans, la subvention sera reversée au prorata temporis.
- ✓ Durée d'amortissement a minima de 9 ans (sur la base de la durée d'un bail commercial et hors subvention).
- ✓ Convention entre la société de portage, l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail (rétrocession de l'aide sous la forme d'une réduction du loyer).
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de la performance BBC rénovation\*, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m<sup>2</sup>/an et atteignant la classe C.
  - Possibilité de majoration de taux de 10% (bâtiment neuf ou existant) si :
    - système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
    - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
    - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.



\* Cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes

## Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERS AUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Dont Nb emplois transférés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'entreprises accueillies</li> <li>• Dont nouvellement implantées sur le territoire</li> <li>• Services nouveaux proposés aux entreprises et aux salariés</li> </ul>

## Axe A3 : Economie agricole

### **Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

#### **Bassin de vie d'Orléans :**

#### **Enjeu 8 : pérennisation d'une activité agricole diversifiée en limitant les pressions foncières et en maintenant une agriculture périurbaine.**

- Soutenir le développement de circuits alimentaires de proximité (production, transformation, commercialisation, C du Centre)
- Soutenir l'adaptation de la filière grandes cultures (et semences) aux enjeux de demain (complémentarité filière animale et végétale) (CUMA)

#### **Enjeu 9 : Soutien et développement des filières agricoles locales, de l'Agriculture Biologique et de la 1<sup>ère</sup> transformation.**

- Accompagner le développement et la structuration des filières agricoles territorialisées (horticulture-pépinière, maraichage...)
- Encourager le développement de l'Agriculture Biologique, notamment sur les zones de captage (sécurisation des projets de conversion et approvisionnement des restaurations collectives).
- Favoriser le développement des filières de transformation agricole et notamment de 1<sup>ère</sup> transformation en Beauce.

#### **Bassin de vie de Chartres :**

#### **Enjeu 9 : Pérennisation des systèmes de productions**

- Soutenir l'adaptation de la filière « grandes cultures » (complémentarité filière animale et végétale).
- Maintenir des exploitations en polyculture-élevage
- Favoriser le développement d'activités de transformation des productions agricoles et notamment de 1<sup>ère</sup> transformation.
- Diversifier l'agriculture (transformation et développement de produits biologiques et locaux).
- Valoriser la filière semences (CUMA)

#### **Enjeu 10 : Préservation du foncier agricole assurant un rôle économique et paysager.**

- Accompagner le développement d'une agriculture de proximité (stratégie foncière agricole)
- Encourager le développement de l'Agriculture Biologique en particulier dans les zones de captage (sécurisation des projets de conversion et approvisionnement des restaurations collectives).
- Soutenir le développement des circuits alimentaires de proximité et en restauration collective.
- Valoriser les produits et les acteurs de la filière alimentaire (articulation des démarches qualité : C du Centre et Terres d'Eure et Loir).

L'activité agricole est la 4<sup>ème</sup> activité économique du Pays de Beauce en termes d'emplois (10%) derrière d'activité tertiaire (16%), l'industrie (20%) et le commerce, transports et services divers (41% des emplois).

La Beauce reste la région agricole la plus productive de par la qualité de ses sols. La culture du blé tendre prédomine mais le territoire présente également des cultures à haute valeur ajoutée comme :

- **les betteraves industrielles** destinées à l'industrie sucrière avec la proximité des sucreries de Toury et d'Artenay. L'usage de la betterave industrielle pour la production du bio éthanol se développe.
- **la filière pommes de terre et légumes frais** qui progresse également
- **la filière semences**, le Pays de Beauce avec le Pays Dunois voisin concentre la majeure partie des établissements spécialisés dans la recherche.
- **la micro filière plantes médicinales et aromatiques** destinée à l'industrie pharmaceutique et cosmétique avec notamment l'entreprise PMA28 située à Varize qui est intégrée au pôle de compétitivité Cosmetic Valley.

L'Agriculture Biologique est en progression depuis 5 ans puisqu'en 2010 on ne comptait que 3 exploitation en AB sur le Pays de Beauce alors qu'en 2014 on en dénombre 12. Les cultures céréalières sont prédominantes mais on note depuis 2010, le développement du maraîchage Biologique (3/12) et un peu de cultures de légumes de plein champ (betterave rouge, plantes aromatiques).

La Beauce, grande terre agricole, exporte beaucoup ses productions mais très peu sont transformées sur place. En effet, il n'existe aucune unité de transformation des productions agricoles sur le territoire, que ce soit pour les grandes cultures, les légumes de plein champs, le maraîchage ou la viande. Quelques initiatives isolées existent mais elles ne sont pas suffisantes pour alimenter le marché d'approvisionnement des collectivités. L'idée serait de pouvoir fournir aux collectivités, dans un 1<sup>er</sup> temps, des légumes cultivés et transformés sur le Pays de Beauce : légumes lavés, épluchés et transformés (râpés, tranchés, mixés...).

Le Pays souhaite donc encourager la création d'une unité de 1<sup>ère</sup> transformation des légumes sur son territoire et structurer la filière d'approvisionnement (adéquation offre-demande) dans le cadre d'ID en Campagne notamment et du programme LEADER Beauce Dunois. Les mesures n°4 et 5 pourront donc être mobilisées par les agriculteurs souhaitant s'inscrire dans cette démarche de structuration de filière courte.

7 dossiers agricoles ont été accompagnés en agriculture biologique et en diversification au cours du contrat 3G pour un montant de subvention de 59 600 €. C'est pourquoi un nombre similaire est envisagé sur les 5 ans de ce contrat, soit 60 000 €.

<b>AXE A3 : Economie agricole</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Mesure N° 04 : Développement de l'agriculture biologique</b>	<b>30 000 €</b>	30 000 €	
<b>Mesure N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)</b>	<b>30 000 €</b>	30 000 €	
<b>Mesure N° 07 : Acquisition de matériels en commun dans le cadre de filières régionales</b>	<b>60 000 €</b>	60 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>120 000 €</b>	<b>120 000 €</b>	

## **Descriptif sommaire des projets identifiés**

### **Mesure 04**

#### **Reprise d'une activité de maraîchage Biologique à Voves**

Maître d'ouvrage : SCOP au Potager de la Ferme dans le Vent

Montant estimatif du projet : 57 000 €

Contenu : dans le cadre de la reprise de l'activité maraîchage Biologique de l'EARL de la Métairie : matériel (houe maraîchère) et irrigation (aspersion 2 serres)

Avancement du projet : devis obtenus. Statuts en cours de finalisation

Date d'éligibilité : 1<sup>er</sup> juillet 2015

## **Mesure 05**

### **Fabrication artisanale de chips à la ferme**

Maître d'ouvrage : Exploitation agricole MAISONS

Montant estimatif du projet :

Contenu : M. MAISONS, exploitation agricole, cultive des pommes de terre de plein champs et fournit l'entreprise Parmentine. Il projette de diversifier son activité en cultivant une nouvelle variété de pomme de terre destinée à la fabrication artisanale de chips à la ferme. Le projet est porté avec son fils, dans le cadre d'une SARL. La chaîne de production ainsi que l'achat d'un véhicule de livraison sont financés dans le cadre d'un CAP Industrie. Le reste des investissements est porté par l'exploitation agricole : aménagement de la grange qui va recevoir la chaîne de production et acquisition de caisson frigorifique pour le stockage des pommes de terre.

Avancement du projet : devis

Date d'éligibilité : 1<sup>er</sup> septembre 2015



### *Développement de l'agriculture biologique*

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional</li> <li>- Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau et des paysages</li> </ul>	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP'Filière)</li> <li>- Investissements de transformation</li> <li>- Investissements de commercialisation</li> </ul>	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre</li> <li>- Structures collectives, CUMA, AMAP</li> <li>- Collectivités (pour des locaux collectifs de vente par exemple)</li> </ul>	
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10% par rapport à un producteur conventionnel            Bonification de 5% pour tout nouvel installé (cumul 40%)            35% (collectivités, CUMA, structures collectives)- la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective.</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attestation de certification AB de l'année</li> <li>- Production d'une analyse économique montrant le marché visé et l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans)</li> <li>- Participation à une organisation collective de promotion ou de la restauration collective</li> <li>- Avis DDT sur la légalité de l'aide</li> </ul>	
Indicateurs d'évaluation	<p><b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<p><b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution de la surface cultivée en agriculture biologique (année 0= 2012)</li> <li>• Evolution du nombre d'agriculteurs biologiques (année 0=2012)</li> </ul>

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

***Diversification agricole et développement  
des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional</li> <li>- Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques</li> <li>- Limiter le transport des productions agricoles</li> <li>- Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs</li> <li>- Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective</li> </ul>	
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts, à l'agritourisme	
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives, CUMA	
Financement régional	<p>25% (exploitant quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) Bonification de 10% pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouvel installé depuis moins de 5 ans</li> <li>- agriculteur biologique</li> </ul> <p>...dans la limite de 40%</p> <p>35% CUMA, structures collectives : la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>Subvention plafonnée à</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 000 € pour les agriculteurs</li> <li>- 30 000 € pour les CUMA et structures collectives</li> </ul>	
Modalités	<p><b>Investissements éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements de production liés à une diversification, quelle que soit le type de production, si celle-ci représente moins de 20% du chiffre d'affaires global de l'exploitation</li> <li>- Investissements de production relative à une niche économique</li> <li>- Investissements relatifs à la transformation (sauf dans le cas d'une prise en charge dans le cadre d'un CAP/Filière – exemple : filière caprine)</li> <li>- Investissements liés à la commercialisation (matériels, locaux)</li> </ul> <p><b>Modalités de financement des opérations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eligibilité de la demande examinée au vu de la production, du volume et des modes de commercialisation (et ventilation des volumes/mode de commercialisation)</li> <li>- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : Avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide</li> <li>- Production d'une analyse économique et d'une étude de marché montrant l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans)</li> <li>- Pour les points de vente non adossés physiquement à l'exploitation, les démarches collectives seront prioritairement soutenues. Elles ne devront pas fragiliser le tissu artisanal et commercial existant (avis de la CCI et de la CMA)</li> <li>- Les projets de transformation ne devront pas fragiliser les structures existantes (abattoirs, etc.). Les démarches collectives seront prioritairement soutenues.</li> </ul>	
Indicateurs d'évaluation	<p><b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés nouvel installé</li> <li>• Nb de projets bonifiés agriculture biologique</li> </ul>	<p><b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'exploitations ayant développé un volet commercialisation</li> <li>• Nombre d'exploitations ayant mis en place une nouvelle production</li> <li>• Nb d'exploitation ayant mis en place un volet transformation</li> </ul>

***Acquisition de matériels en commun  
dans le cadre des filières régionales***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'emploi agricole sur le territoire régional</li> <li>- Réduire les coûts de mécanisation</li> <li>- Augmenter les marges sur les productions agricoles</li> <li>- Développer l'entraide et la mise en réseau des agriculteurs</li> <li>- Permettre l'acquisition de matériels spécifiques pour développer des pratiques culturales novatrices et plus favorables à l'environnement</li> </ul>	
Contenu	Acquisition dans un cadre collectif en CUMA de matériels relevant d'une filière régionale, selon liste prioritaire établie par la profession notamment lors de la négociation du CAP Filière, et dans la mesure où cette filière est prioritaire sur le territoire ou sur le Bassin de vie	
Maîtres d'ouvrage	CUMA	
Financement régional	Maîtres d'ouvrages bénéficiaires : CUMA Taux de subvention : 35% Subvention plafonnée à 30 000 € par dossier	
Modalités	Avis de la FDCUMA 4 utilisateurs minimum Renouvellement exclu (sauf démonstration d'un accroissement d'activité d'au moins 50%)	
Indicateurs d'évaluation	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution du nombre de CUMA au niveau régional (identifier point 0 = 2012)</li> </ul>

## Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire

### Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

#### **Bassin de vie d'Orléans :**

##### **Enjeu 6 : Développement du tissu artisanal et commercial de proximité et de l'Economie Sociale et solidaire (ESS).**

- Favoriser les initiatives visant au développement de l'ESS et soutenir l'entrepreneuriat ESS (Santé, Insertion, Agriculture...).

#### **Bassin de vie de Chartres :**

##### **Enjeu 5 : Stimulation de l'entrepreneuriat et développement de l'économie résidentielle.**

- Favoriser un développement adapté et équilibré des activités de services aux personnes (ESS)

Le Pays ne compte qu'une seule Entreprise d'Insertion, le Jardin SOLIBIO, situé à Voves. Il s'agit d'un jardin d'insertion par le maraîchage biologique créé sous forme associative en 2010, adhérent du réseau Jardin de Cocagne.

Chaque semaine, des paniers de légumes Bio sont distribués aux 150 adhérents du Pays de Beauce, mais aussi des territoires voisins : Châteaudun, agglomération de Chartres... d'un point de vue social, 60 maraîchers sont passés par le jardin depuis sa création, et en 2013, la structure enregistrait le meilleur taux de sorties dynamiques du département avec 61%. La structure envisage de se développer pour améliorer les conditions d'accueil des salariés.

Solibio envisage la construction d'un bâtiment éco-exemplaire pour les bureaux, vestiaires et réfectoire pour les salariés, stockage du matériel et conditionnement des légumes. Le bâtiment pourra être mutualisé avec d'autres associations ou groupement de producteurs locaux. Il est prioritairement fléché vers le dispositif ID en Campagne-Investissement.

<b>AXE A4 : Economie Sociale et Solidaire</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Mesure N° 08 : Insertion par l'Activité Economique</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	

## ***Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association (locaux administratifs exclus)</p> <p>⇒ Aménagements productifs, Equipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...) hors mobilier et équipement des locaux administratifs</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI)</li> <li>Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT)</li> <li>Régie de quartier</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	Taux : 40%
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Soutien à l'insertion par l'activité économique des personnes en difficultés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Agrément de la DIRECCTE</li> <li>Présentation du projet social validé par les services de l'Etat</li> <li>Plan de formation proposée aux salariés par la structure d'insertion</li> </ul> </li> <li><b>Soutien à l'insertion professionnelle des personnes handicapées</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les structures doivent bénéficier d'un agrément « Entreprise adaptée » de la DIRECCTE ou « Etablissement et Services d'Aide par le Travail » par la DDCSPP</li> <li>Respect de la réglementation européenne en matière d'aides aux entreprises dès lors que la structure exerce une activité relevant du secteur concurrentiel.</li> <li>Quand l'acquisition concerne des véhicules légers, ils devront présenter un niveau d'émission en CO2 correspondant à la classe C (max 120g CO2/km). L'achat de véhicules propre est recommandé</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Pour les projets immobiliers :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m2/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>Les projets de <b>construction neuve</b> sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</li> <li>La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve d'équipements publics peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de :             <ul style="list-style-type: none"> <li>système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>



Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance)</li> <li>• Nombre de personnes handicapées insérées</li> <li>• Nombre d'utilisateurs des services de la structure</li> <li>• Nombre de salariés de la structure ayant suivi une formation</li> </ul>



## Axe A6 : Economie touristique

**Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale****Bassin de vie de Chartres :**

**Enjeu 13 : élaboration et promotion de courts séjours** (Route du blé en Beauce, accueil camping caristes...).

La politique touristique du Pays de Beauce est essentiellement articulée autour de « La Route du Blé en Beauce ». Cet itinéraire permet aux visiteurs de découvrir le patrimoine local. Elle fédère les acteurs de la Beauce et contribue à la dynamique territoriale (organisation de visites de fermes, commercialisation de produits groupés sur une journée...). On peut mettre en avant également le développement d'une offre touristique élargie avec la création d'itinéraires cyclables à l'échelle des communautés de communes, le projet de réhabilitation du Musée de la Guerre de 1870 à Loigny la Bataille.

Par ailleurs, pour attirer les touristes, il est nécessaire de pouvoir assurer des services de restauration, qui aujourd'hui tendent à disparaître dans les communes.

Afin de réfléchir à sa stratégie de développement touristique, le Pays de Beauce a missionné le CDT28 afin qu'il réalise un Schéma de Développement Touristique du Pays, en 2015. Les conclusions de cette étude pourront être intégrées dans le CRST au Bilan à mi-parcours..

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 14 : Sites et accueil touristiques	135 000 €	135 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>135 000 €</b>	<b>135 000 €</b>	



## Sites et accueil touristiques

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes</li> <li>- Maintenir et créer des emplois non délocalisables</li> <li>- Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits</li> <li>- Conforter les destinations de tourisme de nature identifiées dans la SRTD : Brenne, Perche, Val de Loire, Forêt d'Orléans, Sologne</li> <li>- Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional</li> </ul>
Contenu	<p>Pour les sites de visite, les espaces naturels, et les sites de loisirs de plein air :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation</li> <li>- Pour les lieux d'information touristique :</li> </ul> <p>Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels <b>numériques</b></p>
Maîtres d'ouvrage	<p>EPCI, propriétaires privés, association, communes pour les sites</p> <p>EPCI pour les lieux d'information touristique</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements</p> <p>50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <p>Pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée : plafond de subvention de 10 000 €, éventuellement porté à 50 000 € pour des opérations dont le rayonnement touristique régional est avéré.</p>
Modalités	<p>Pour les sites de visite et de plein air :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création</li> <li>- Présentation d'un <b>projet touristique</b> : note présentant la fréquentation actuelle, l'insertion du site dans l'offre touristique du territoire, une réflexion globale incluant la stratégie de développement touristique et commercial du site et ses perspectives d'évolution/objectifs à moyen terme (évolution de chiffre d'affaires et de tarifs envisagée, diversification des publics et des clientèles, activités développées, animations, justification de l'extension le cas échéant, compte prévisionnel sur 3 ans minimum en cas de rénovation et 5 ans en cas de création pour les sites de visite, modalités de gestion et d'ouverture au public pour les sites de plein air, etc...)</li> <li>- Association en amont des directions du Conseil régional concernées (tourisme, culture et/ou environnement)</li> <li>- Avis du CDT</li> </ul> <p>• En sus pour les sites de visite seuls :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sont éligibles les sites portant sur les thèmes des 4 filières identifiées dans la stratégie régionale de tourisme durable : patrimoine culturel (monuments ouverts à la visite, parcs et jardins, centres d'interprétation...), tourisme de nature, itinérances douces, art de</li> </ul>

vivre

- Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé
- Gestion professionnelle selon les critères suivants :
  - o au moins une personne dédiée et formée à l'accueil et à la gestion d'un équipement touristique (ou si la personne n'a pas de formation initiale dans ce domaine : participation aux formations Tourisme O Centre de la politique régionale)
  - o stratégie web et outils de promotion : au moins une page web dédiée, traduite dans une langue étrangère minimum, et possibilité de réservation en ligne (par formulaire ou mail)
  - o ouverture minimum 5 mois continus par an
  - o travail en réseau avec les acteurs touristiques locaux (mise à disposition de brochures, éventuellement partenariat avec des sites pour tarif privilégié...)

#### Pour les lieux d'information touristique

- Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens)
- Accompagnement de la FROTSI sur le projet
- Association de la Direction du Tourisme du Conseil régional aux réflexions et du CDT
- Classement minimum catégorie II (après l'opération)
- Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont

#### Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation\* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
  - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
  - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
  - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

*\* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*



### Indicateurs d'évaluation

#### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

#### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de sites labellisés « Accueil vélo »
- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de sites labellisés Qualité Tourisme

## B1 : Services à la population

### **Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

#### **Bassin de vie d'Orléans :**

##### **Enjeu 6 : Développement du tissu artisanal et commercial et de l'Economie Sociale et Solidaire.**

- Soutenir la création et le développement du tissu artisanal et commercial de proximité

##### **Enjeu 12 : Résorption des carences en matière d'offre de soins**

- Enrayer la désertification médicale (projet territorial de santé)

##### **Enjeu 13 : Renforcement des pôles intermédiaires et de proximité, face à un desserrement résidentiel qui ne faiblit pas**

- Développer l'offre de services pour la petite enfance, l'enfance et les jeunes

#### **Bassin de vie de Chartres :**

##### **Enjeu 16 : Présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie**

- Améliorer l'offre de services à l'enfance et à la jeunesse (offre de garde collective et itinérante sur les secteurs les plus déficitaires)
- Anticiper les besoins pour les personnes âgées
- Maintenir une offre commerciale de proximité (encourager les opérations collectives visant à renforcer les fonctions de centralité des pôles relais comme Auneau et Voves.)

##### **Enjeu 17 : maintien de la présence médicale et organisation de l'offre de soins**

- Favoriser l'émergence de projets territoriaux de santé

*(Secteur carencé : canton d'Auneau)*

On compte en 2014, 0,45 médecin pour 1000 habitants (18 médecins généralistes pour 39 900 habitants) en Pays de Beauce (contre 0.53 en 2010). Le Pays souffre particulièrement du vieillissement des professionnels de santé et de l'absence de spécialistes. La proximité de pôles extérieurs au territoire permet à la population de bénéficier malgré tout d'une offre médicale plus importante aux franges du Pays, mais elle ne répond pas aux exigences de proximité de la médecine générale pour tous les habitants.

Il faut noter malgré tout un maillage assez bon des médecins et professions paramédicales sur le territoire, bien que la densité de ces professions reste faible. Pour faire face à ces déficits, les collectivités se sont organisées pour créer des Maisons de Santé à Janville et Orgères-en-Beauce.

2 projets de structures d'exercice regroupé à Toury (Cabinet médical satellite de la MSP de Janville) et à Sainville (cabinet médical et paramédical) sont envisagés.

Avant d'engager le Pays dans un Plan Local de Santé, une première étape consisterait à réaliser un diagnostic quantitatif et qualitatif pour bien cerner les problématiques propres au territoire et envisager les solutions les plus adaptées (Plan Local de Santé ou autre).

La mesure « 15-1 Plan Local de Santé » est donc mobilisée sans crédits correspondants. Le cas échéant, les crédits de fonctionnement de l'enveloppe fongible seront prioritairement mobilisés pour l'élaboration du Plan Local de Santé.

On peut également identifier une menace portant sur la disparition de certains services (trésorerie, gendarmerie). Mais plusieurs Communautés de Communes montrent une politique offensive en matière de maintien des services sur le territoire (Banque postale, commerces, services à la personne...). On note par exemple, le développement de plusieurs maisons de services publics, ou encore le fort développement des services enfances-jeunesse, sur les quatre Communautés de communes grâce à la mise en œuvre de Contrats Enfance Jeunesse avec la CAF. Ces démarches permettent d'assurer un bon maillage sur le territoire.

Toutefois, sont envisagés quelques projets complémentaires, par exemple une maison d'assistantes maternelles à Voves.

<b>AXE B1 : Services à la population</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissmt</b>	<b>Fonctnt</b>
<b>Mesure N°15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés</b>	<b>270 000 €</b>	270 000 €	
<b>Mesure N°15-1 : Plan Local de Santé</b>	<b>0 €</b>		0 €
<b>Mesure N°19 : Structure d'accueil petite-enfance</b>	<b>30 000 €</b>	30 000 €	
<b>Mesure N° 20 : Accueil extrascolaire</b>	<b>0 €</b>	0 €	
<b>TOTAL</b>	<b>300 000 €</b>	<b>300 000 €</b>	<b>0 €</b>

### **Mesure 19**

#### **Création d'une Maison d'Assistantes Maternelles à Voves**

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes de la Beauce Vovéenne

Montant estimatif du projet : 200 000 €

Contenu : Acquisition d'une maison d'habitation pour la transformer en Maison d'Assistantes Maternelles. La gestion sera confiée à une association d'assistantes maternelles.

Avancement du projet : Compromis de vente signé le 30 janvier 2015 (signature définitive après accord des subventions).

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> Janvier 2015

## ***Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercices regroupés***

**Le contenu et les modalités sont définis en cohérence et complémentarité avec les critères d'éligibilité définis dans le cahier des charges CPER 2015-2020, et ses éventuelles modifications à intervenir pendant la durée du CPER (se référer au cahier des charges complet)**

### **Objectifs**

- Réduire la fracture médicale
- Offrir des services de santé répondant aux besoins du territoire, pour la population et pour les professionnels de la santé
- Mettre en place une offre optimisée des services de santé par un accès plus large et rapide aux soins
- Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé et faciliter l'installation de jeunes professionnels
- Favoriser les actions de promotion, de prévention et d'éducation thérapeutique coordonnées
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

### **Contenu**

Les dépenses éligibles peuvent concerner des travaux de construction ou de réhabilitation, le mobilier de base des parties communes, des acquisitions foncières et immobilières, voire l'aménagement des abords directs, pour les projets :

- de Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP)
- de centres de santé (exercice salarié)
- de structures fonctionnant en réseau avec une MSP (satellite ou maison de santé dans le cadre d'un Pôle de Santé Pluridisciplinaire)
- au cas par cas, de structures d'exercice regroupé atypiques mais répondant aux objectifs énoncés.

Est exclue, l'acquisition de matériel professionnel, sauf celui lié directement à la télé médecine.

*Hors CPER, les projets de cabinets médicaux et paramédicaux seront examinés au cas par cas au titre du Contrat, s'il est avéré que l'intégration dans un pôle de santé pluridisciplinaire, pour un fonctionnement sous forme de satellite d'une MSP, n'est pas envisageable.*

Maitres d'ouvrage	collectivités territoriales, leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux). Le portage intercommunal est encouragé.
-------------------	--

Financement régional	<p><b>Taux de subvention Etat/Région/FEADER le cas échéant : 50% de la dépense subventionnable</b></p> <p>La subvention ainsi calculée est répartie à parité entre l'Etat et la Région.</p> <p>En cas d'intervention du FEADER, l'Etat et la Région apportent un financement équivalent, aux côtés du FEADER.</p> <p>La subvention régionale ainsi définie émerge à hauteur de 5% de la dépense subventionnable au titre du CPER, le solde au titre du Contrat territorial.</p> <p>Dépense subventionnable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Pour les MSP</b> : coût du projet, plafonné à 100 000 € par professionnel de santé (dans la limite de 20 PS engagés au moins à mi-temps au sein de la MSP). Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les investissements liés à la télémédecine (acquisition d'un chariot de télémédecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.</li> <li>- <b>Pour les Centres de santé</b> : coût du projet plafonné à 100 000 € par bureau aménagé pour recevoir des professionnels de santé dans la limite de 20 professionnels pris en compte. Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les équipements spécifiques et investissements liés à la télémédecine (acquisition d'un chariot de télémédecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.</li> <li>- <b>Pour les Cabinets médicaux « satellites de MSP »</b> : dépenses relatives aux investissements liés à l'immobilier concernant la création, l'aménagement, l'extension de bâtiments et de locaux, ainsi que le mobilier et équipements nécessaires. <i>Au titre du Contrat territorial seul, pourront être examinés au taux de 25% maximum les cabinets médicaux et paramédicaux n'entrant pas dans le champ d'éligibilité du CPER</i></li> </ul>
----------------------	--



- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée
- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.
- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)

### Spécifiques aux MSP

- Localisation de la MSP prioritairement en zone carencée (selon les critères établis par l'Etat et la Région<sup>1</sup>) avec accessibilité en moins de 20 mn (pouvant se traduire en zone rurale par une distance entre 2 MSP de l'ordre indicatif de 20 km) et dans un pôle de services de plus de 2 000 habitants.
- a minima un **noyau dur de 2 médecins et de 2 paramédicaux** (dont 1 infirmier), avec l'objectif de tendre vers un socle de 4/5 médecins et 3/4 paramédicaux dont 1 masseur-kinésithérapeute
- Au minimum 1 maître de stage

### Spécifiques aux cabinets médicaux « satellites de MSP »

- Les locaux devront comprendre à minima 1 cabinet médical, des sanitaires et 1 salle d'attente

### Spécifiques aux cabinets médicaux et paramédicaux

- Noyau minimum de 5 professionnels médicaux ou paramédicaux présentant une diversité de professions avec un temps minimum de présence requis au sein de la structure équivalent à un mi-temps
- Un professionnel coordonnateur du Pôle Paramédical

### Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation\* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
  - système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
  - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passive ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
  - ou utilisant intégralement une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

<sup>1</sup> Critères retenus par la CPER pour définir les zones « carencées » :

- Soit une densité de médecins généralistes (MG) inférieure à 0,68/1000 habitants
- Soit une densité de médecins généralistes inférieure à 0,68/1000 habitants et plus de 55 ans supérieure à 50%
- Soit un nombre moyen d'actes par MG supérieur à 5,245 par an
- Soit une part de MG de plus de 55 ans supérieure à 75%



Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERS AUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb d'emplois créés</li> <li>Nb d'emplois confortés</li> <li>Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>Nb d'Ha artificialisés</li> <li>Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>Nb de KWh économisés /an</li> <li>Nb de GES évités /an</li> <li>Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé</li> <li>Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle</li> <li>Accueil de stagiaires :</li> <li>Nb maîtres de stage (étudiants en médecine)</li> <li>Nb de démarches d'agrèments</li> <li>Nb d'étudiants accueillis</li> <li>Actions de prévention et de santé publique :</li> <li>Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées</li> </ul>

## Axe B1 : Services à la population

***Plan Local de Santé***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire la fracture médicale</li> <li>- Offrir des services de santé répondant aux besoins du territoire, pour la population et pour les professionnels de la santé</li> <li>- Mettre en place une offre optimisée des services de santé par un accès plus large et rapide aux soins</li> <li>- Faciliter l'installation de jeunes professionnels</li> <li>- Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé</li> <li>- Favoriser les actions de promotion, de prévention et d'éducation thérapeutique coordonnées</li> <li>- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale</li> </ul>
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes prospectives et réalisation d'un programme d'actions</li> <li>- Créer un poste d'animation pour accompagner, animer et développer le programme Local de Santé</li> <li>- Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'offre de services médicaux et médico-sociaux sur le territoire</li> <li>- Actions de promotions du territoire auprès des professionnels de santé</li> </ul>
Maitres d'ouvrage	<p>Collectivités ou leurs groupements</p> <p>Structures paramunicipales</p> <p>Hôpitaux locaux (établissement public de santé)</p> <p>Pour les actions d'éducation populaire à la santé : associations, MSP, établissement local d'enseignement</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 80% pour les études</li> <li>- 50% maximum des frais d'animation, externalisés ou internalisés dans la limite de 3 ans</li> <li>- 50 % actions de communication et de promotion</li> </ul>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Avis de l'Agence Régionale de Santé</li> <li>⇒ Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé</li> <li>⇒ Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire</li> <li>⇒ Validation de la fiche de poste de l'animateur par la Région</li> <li>⇒ Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de l'étude</li> <li>⇒ Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support</li> <li>⇒ Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement</li> </ul>

<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nb d'emplois créés</li> <li>Nb d'emplois confortés</li> <li>Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>Nb d'Ha artificialisés</li> <li>Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>Nb de KWh économisés /an</li> <li>Nb de GES évités /an</li> <li>Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé</li> <li>Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle</li> <li>Accueil de stagiaires :</li> <li>Nb maîtres de stage (étudiants en médecine)</li> <li>Nb de démarches d'agrément</li> <li>Nb d'étudiants accueillis</li> <li>Actions de prévention et de santé publique :</li> <li>Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées</li> </ul>
---------------------------------	--	---

### **Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)**

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme)</li> <li>- Contribuer au lien social</li> <li>- Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale)</li> <li>- Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM), Maison d'assistantes maternelles</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<p>Communautés de communes , Communautés d'agglomération, Communes, associations</p>
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier (lié à la création de places)</p> <p><u>Fonctionnement</u> : Frais pour le lancement d'un service en horaires atypiques (expérimentation sur deux ans maximum) adossé à une structure collective.</p> <p><b>Taux de subvention :</b></p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 25% pour les projets permettant la création de places nouvelles</li> <li>- 15% pour les projets permettant le maintien de places existantes</li> <li>- Bonification de 10% (non cumulative) pour les opérations répondant à l'une de ces situations: <ul style="list-style-type: none"> <li>• dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS);</li> <li>• disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés et d'un projet d'établissement spécifique à l'accueil de ce public ;</li> <li>• disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés);</li> <li>• dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...);</li> <li>• en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent)</li> </ul> </li> </ul> <p><u>Fonctionnement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 25% des dépenses liées au fonctionnement du service sur les plages en horaires atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés) sur deux ans maximum. Pour les associations, cumul avec le dispositif cap asso exclu.</li> </ul>

## Modalités



- Entretien courant exclu
- Avis de la CAF et de la PMI
- Note globale sur la politique enfance-jeunesse de la collectivité situant l'opération dans son contexte sur le territoire intercommunal.
- Note sur le fonctionnement de la structure incluant le mode de gestion, le projet pédagogique, les tarifs, les horaires, la qualification et l'encadrement prévus (emplois créés, confortés, formation à l'accueil des enfants handicapés)...et toutes précisions permettant de justifier la demande de bonification.
- Budget prévisionnel de fonctionnement de la structure. Il devra faire apparaître la part de la collectivité au financement du service (au moins 20%) en cas de gestion associative.
- Etude de viabilité économique quand la gestion est assurée par une association ou une entreprise.
- Dans le cas où le maître d'ouvrage est une association, liste des concours financiers publics dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années.
- Pièces justifiant la gestion par une association (convention, bail, DSP...)
- Pour la bonification gestion écoresponsable : attestation de label ecolocrèche ou équivalent : une note précisera en détails (entretien, alimentation, déchets, énergie, eau...) la démarche de gestion éco-responsable de la structure

### Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation\* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
  - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
  - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
  - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

*\* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

## Indicateurs d'évaluation

### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de personnes en insertion bénéficiaires du service
- Nombre de personnes en formation bénéficiaires du service
- Nombre de places de garde maintenues
- Nombre de places de garde créées
- Nombre de places pour les enfants handicapés
- Nb de projets bonifiés
- Evolution du nombre de places de garde sur le territoire

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

**Accueil extrascolaire et locaux jeunes**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme)</li> <li>- Contribuer au lien social</li> <li>- Offrir des activités de loisirs aux jeunes</li> </ul>	
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes Création / aménagement de locaux d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) Création / aménagement d'accueils périscolaire dédiés	
Maîtres d'ouvrage	ALSH : Communauté de communes, Communautés d'agglomération, syndicat intercommunal Locaux jeunes : Communes, groupements de communes, associations	
Financement régional	<b>Dépenses éligibles :</b> Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier. <b>Taux de subvention :</b> 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien courant exclu</li> <li>- Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié</li> <li>- Avis de la CAF</li> <li>- Note globale sur la politique enfance-jeunesse de la collectivité situant l'opération dans son contexte sur le territoire intercommunal.</li> <li>- Note sur le fonctionnement de la structure incluant le mode de gestion, le projet pédagogique, les tarifs, les horaires, la qualification et l'encadrement prévus (emplois créés, confortés, formation à l'accueil des enfants handicapés)...</li> <li>- Budget prévisionnel de fonctionnement de la structure.</li> <li>- Les locaux jeunes devront disposer d'au moins un animateur dédié.</li> </ul> <p><b>Pour tout projet immobilier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les projets de <b>construction neuve</b> sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</li> <li>- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
Indicateurs d'évaluation	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de places maintenues en ALSH</li> <li>• Nombre de places créées en ALSH</li> <li>• Nombre de jeunes accueillis en local jeune</li> </ul>

## Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

### Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

#### Bassin de vie d'Orléans :

##### **Enjeu 13 : Renforcement des pôles intermédiaires et de proximité, face à un desserrement résidentiel qui ne faiblit pas**

- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité (dans les zones les plus carencées et priorité aux réhabilitations d'équipements existants)
- Mutualisation et mise en réseau des structures culturelles

#### Bassin de vie de Chartres :

##### **Enjeu 16 : Présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie**

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels

Les collectivités et notamment les Communautés de Communes ont pu réhabiliter certains de leurs équipements culturels et artistiques devenus inadaptés aux pratiques (ex : école de musique intercommunale de Voves, médiathèque de Janville ou encore d'Orgères en Beauce). Mais des réhabilitations doivent être poursuivies. La salle culturelle intercommunale l'Eole à Gommerville, a été mise en service et a proposé sa première saison culturelle en 2014-2015. A cela s'ajoutent les nombreuses initiatives locales et un réseau de petites salles polyvalentes qui accueillent des spectacles ou encore le cinéma itinérant du Conseil régional.

La mutualisation de matériel scénographique est une piste de réflexion qu'il faudra envisager à l'échelle du Pays, c'est pourquoi nous souhaitons maintenir la Mesure 16 « Salle support d'une programmation culturelle » est adaptée pour pouvoir financer l'acquisition de ce type de matériel le cas échéant.

La mesure 18-1 « Musée d'intérêt local » est créée pour accompagner les initiatives locales engagées dans une démarche culturelle de valorisation du patrimoine. Parmi elles, le Musée Farcot de Sainville rassemble la collection d'objets de voyage d'un Docteur du village de Sainville. Dans le secteur d'Auneau, la Société Alnéloise d'Archéologie et d'Histoire locale qui anime actuellement un site néolithique, souhaite créer un nouveau site, dédié au Moyen Âge.

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonction
Mesure 16 : Salle support d'une programmation culturelle		0 €		
Mesure 17 : Equipements de lecture publique		110 000 €	110 000 €	
Mesure 18-1 : Musée d'intérêt local		23 100 €	23 100 €	
<b>TOTAL</b>		<b>133 100 €</b>	<b>133 100 €</b>	

#### **Réaménagement et extension du Musée Farcot à Sainville**

Maître d'ouvrage : Habitat Eurelien (en MO déléguée) et Commune de Sainville

Montant estimatif du projet : 92 470 €



Contenu : Réaménagement du Musée Farcot – labellisé Musée de France. Le Docteur Farcot a légué à la commune sa maison et sa collection d'objets ramenés de ses différents voyages. La commune souhaite donc pouvoir présenter aux visiteurs cette exceptionnelle collection.

Avancement du projet : marché notifié aux entreprises le 9 mars 2015

Date d'éligibilité : 9 mars 2015

***Salles de spectacles support  
d'une programmation culturelle significative***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre</li> <li>• Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire</li> <li>• Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional</li> </ul>
Contenu	<p>Acquisition de bâtiments, travaux de construction ou de rénovation, acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,...) de salles de spectacles</p> <p>Parc de matériel scénographique mutualisé</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes ou structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 %</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est limitée à 10 000 €. Néanmoins pour un projet <b>au rayonnement avéré</b>, la subvention pourra être portée à 30 000 € si le projet remplit les conditions spécifiques suivantes, en plus de celles listées dans les modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- implication financière des structures publiques locales dans l'investissement</li> <li>- la programmation ne doit pas comporter plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux</li> </ul>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration préalable d'un <b>projet culturel</b> en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant de salle de spectacles accessible en 30 mn.</li> <li>• Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter <b>une analyse acoustique et scénographique</b></li> <li>• <b>Occupation de la salle annuelle</b> (hors période de vacances scolaires) et planning d'occupation comportant au minimum <b>un tiers de manifestations ou pratiques culturelles</b>, amateurs ou professionnels. La Région appréciera la mise en place d'un réel partenariat avec les associations du territoire dans un rayonnement intercommunal.</li> <li>• <b>Le nombre annuel de spectacles professionnels doit être au minimum de 8</b> avec un budget artistique annuel minimum de <b>20 000 €</b>. L'équilibre financier du budget de fonctionnement prévisionnel de la structure sera également apprécié.</li> </ul> <p><i>On entend par « professionnels », les intervenants remplissant les conditions suivantes :</i></p>

- pour les intervenants théâtre et danse : détention de la Licence 2 pour les compagnies ou régime de l'intermittence pour les artistes
- pour les intervenants musique : détention de la Licence 2 pour les ensembles ou régime de l'intermittence pour les artistes et / ou expérience en matière de production (concerts, CD ...) et diffusion musicale
- pour les plasticiens - photographes et auteurs d'ouvrages : inscription à la Maison des artistes pour les plasticiens et assujettissement à l'Agessa pour les photographes et les auteurs d'ouvrages
- pour les professionnels des métiers d'art : inscription au répertoire des métiers ou à l'URSSAF ou à la Maison des artistes
- pour les expositions patrimoniales et les conférences, leur réalisation devra être accompagnée par des personnels scientifiques et techniques : conservateurs de musée, historiens, archéologues, scientifiques ...
- Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation)
- Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter **au minimum un équivalent temps plein**

#### **Pour tout projet immobilier**

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation\* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
  - système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
  - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
  - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

*\* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*



#### **Indicateurs d'évaluation**

##### **INDICATEURS TRANSVERSAUX**

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

##### **INDICATEURS SPECIFIQUES**

- Nombre de salles créées
- Nombre de salles rénovées
- Nombre annuel moyen de spectacles professionnels
- Budget artistique moyen
- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés

### *Équipements de lecture publique*

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires</li> <li>• Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages</li> <li>• Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité</li> </ul>
Contenu	Acquisitions, travaux de construction ou de rénovation, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes
Financement régional	Taux de subvention de 30 %
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes</li> <li>• Les structures porteuses du projet doivent se rapprocher du service de lecture publique du Département pour l'accompagnement technique, la formation des salariés et des bénévoles, l'animation, et également au niveau des technologies de l'information et de la communication</li> <li>• Les projets doivent être réalisés soit en maîtrise d'ouvrage intercommunale, ou s'inscrire dans un réseau d'équipements intercommunal</li> <li>• Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés</li> <li>• Une surface de l'équipement égale ou supérieure à 100 m<sup>2</sup> est préconisée</li> <li>• Les projets doivent respecter les conditions suivantes en matière : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ d'amplitude horaire : minimum 12 heures d'ouverture par semaine avec le souci de créneaux horaires correspondant aux disponibilités des différents publics</li> <li>○ de budget d'acquisition de collection : minimum de 2 € par an et par habitant de l'intercommunalité ou du réseau intercommunal</li> </ul> </li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les projets de <b>construction neuve</b> sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</li> </ul>



- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
  - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
  - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
  - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

*\* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

## Indicateurs d'évaluation

### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'équipements nouveaux créés
- Nombre d'équipements agrandis ou modernisés
- Nombre de projets portés par des intercommunalités
- Nombre de lieux fonctionnant en réseau
- Nombre de lecteurs avant et après l'opération

### Musée d'intérêt local

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valoriser le patrimoine local</li> <li>• Compléter l'offre culturelle et muséale locale</li> </ul>	
Contenu	Travaux de construction ou de rénovation, équipements en mobilier (vitrines...), matériel scénographique, communication	
Maîtres d'ouvrage	Collectivité ou leur groupement, aménageur ou association	
Financement régional	Taux de subvention de 25 %	
Modalités	<p>Tout musée doit obtenir le label Musée de France. Présentation du projet scénographique à la Région</p> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les projets de <b>construction neuve</b> sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</li> <li>- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <p>Nombre de visiteurs par an</p>





## Axe B3 : Sport

**Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale****Bassin de vie d'Orléans :****Enjeu 13 : Renforcement des pôles intermédiaires et de proximité, face à un desserrement résidentiel qui ne faiblit pas**

- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité (dans les zones les plus carencées (en particulier la CC de la Beauce d'Orgères) et priorité aux réhabilitations d'équipements existants)
- Mutualisation et mise en réseau des structures culturelles

**Bassin de vie de Chartres :****Enjeu 16 : Présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie**

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels

Le territoire a réalisé une amélioration récente et significative de son offre d'équipements, particulièrement dans le domaine sportif. Des efforts importants dans la remise à niveau des équipements de proximité ont été consentis. Plusieurs équipements « structurants », à l'échelle des quatre pôles, ont aussi vu le jour (salles omnisports, dojos, piscines...).

Le Contrat régional de Pays 2010-2014 a permis de financer la création de plusieurs plateaux multisports (city stades). Le maillage territorial en équipements relais doit être poursuivi pour offrir des équipements de proximité à la population et surtout aux jeunes du territoire. Une réflexion pourra être conduite dans le cadre d'ID en Campagne et du programme LEADER Beauce Dunois, sur l'animation de ces lieux en y associant les jeunes, les structures d'animations sportives et les associations.

Les constructions de la Piscine de Voves et du complexe multisport de Fresnay-L'évêque, engagées lors du 3G, seront achevées dans le temps du CRST.

AXE B3 : Sport	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 22 : Equipements sportifs et de loisirs		480 000 €	480 000 €	
TOTAL		480 000 €	480 000 €	

**Mesure 22****Construction d'une piscine intercommunale à Voves (2<sup>ème</sup> phase)**

Maître d'ouvrage : Communauté de communes de la Beauce Vovéenne

Montant estimatif du projet : 793 796 € HT

Contenu :

La phase 1 consistait en la création d'un bassin constitué de 4 lignes d'eau à vocation sportive et un bassin d'apprentissage et de ses dépendances (vestiaires, sanitaires, ...). Elle a été financée dans le contrat 3G (757 900 € de subvention régionale pour la 1<sup>ère</sup> tranche)  
L'objet de la phase 2 est de démolir la piscine existante pour y reconstruire un espace bien-être constitué d'un sauna, hammam, salle de fitness, salle de cardio et spa norvégien.

Avancement du projet :

Début de la phase 2 prévu fin 2015 après réception des travaux de la phase 1.

Date d'éligibilité : 1<sup>er</sup> Janvier 2015

**Construction d'une salle omnisport à Fresnay l'Evêque (2<sup>ème</sup> phase)**

Maître d'ouvrage : Commune de Fresnay l'Evêque

Montant estimatif du projet : 800 000 € HT

Contenu :

Le bâtiment sera composé de 3 espaces fonctionnels :

- **Salle n°1 (200 m<sup>2</sup>)** : pratique des disciplines sportives et artistiques ou de loisirs détente (gym volontaire, danse fitness, tonification musculaire...). Salle équipée d'une scénette d'animation et de locaux de service (sanitaires, office/laverie).
- **Salle n°2 (181 m<sup>2</sup>)** : pratique des sports individuels ou d'équipe (ping pong, badminton, arts martiaux, ...) et locaux de services.
- **Hall commun (61m<sup>2</sup>)** desservant les 2 salles d'activités : il permet une utilisation commune ou indépendante des 2 salles.

La phase 1 consistait à construire le hall et salle n°1 avec bloc sanitaire et office. Elle a été financée dans le contrat 3G (138 900 € de subvention régionale pour la 1<sup>ère</sup> tranche).


L'objet de la phase 2 est de construire la salle n°2 avec bloc de rangement, sanitaires et aménagement des parkings extérieurs.

Avancement du projet : Travaux de la 1<sup>ère</sup> phase en cours.

Date d'éligibilité : 1er Novembre 2014

## ***Equipements sportifs et de loisirs***

Objectif	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Contenu	<p>1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs (y compris espaces extérieurs) en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues Pour les équipements nautiques, les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p>2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stade, skate-park, activités de nature...</p> <p><i>NB : les mises aux normes fédérales, les dépenses d'entretiens courant, les grosses réparations sont exclues</i></p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes
Financement régional	<p><b>Dépenses éligibles :</b> Etudes d'opportunité et opérationnelle, acquisitions foncières et immobilières, travaux de démolition, de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs et des abords</p> <p><b>Taux de subvention : 20%</b></p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du schéma régional des équipements sportifs en cours d'élaboration et des éventuels besoins démontrés dans cette étude par territoire</li> <li>- Une attention toute particulière sera portée aux projets innovants</li> <li>- Association du CDOS et des fédérations sportives en amont de la définition du projet</li> <li>- Avis de la Direction des Sports du Conseil Régional</li> <li>- Analyse ou étude d'opportunité et de faisabilité pour tout projet de création ou d'extension importante, permettant notamment de définir la zone de couverture de l'équipement, l'articulation avec les équipements alentours, le mode de fonctionnement, l'accessibilité (mobilité), etc...</li> <li>- Ouverture aux scolaires ou aux associations pour garantir une mixité des usages</li> <li>- Dans le cadre d'un gymnase utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les projets de <b>construction neuve</b> sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</li> <li>- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>
---	---

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution de nombre de licenciés et de clubs sportifs sur le territoire</li> <li>• Evolution du nombre d'entrées dans les piscines</li> </ul>



## Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

### Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

#### Bassin de vie d'Orléans :

##### **Enjeu 14 : utilisation optimale du foncier nécessaire à l'urbanisation et développement de l'innovation dans les formes urbaines.**

- Encourager le développement des coopérations internes au bassin de vie en matière de planification territoriale (InterSCOT, attractivité des centres bourgs, renouvellement des formes urbaines, déploiement d'outils de limitation de consommation foncière...)

#### Bassin de vie de Chartres :

##### **Enjeu 18 : Maîtrise d'organisation de l'urbanisation liée au desserrement du pôle de Chartres à l'ouest et au sud, et à la proximité de l'Ile de France en Franges franciliennes.**

- Achever l'élaboration des SCOT et garantir leur traduction dans les documents d'urbanisme.
- Susciter une réflexion interSCOT pour garantir une vision concertée et cohérente de l'organisation spatiale du bassin de vie.
- Accompagner une urbanisation favorisant la mixité sociale et fonctionnelle sur les pôles. (stratégies foncières, identification et conquête du foncier disponible en dents creuses, quartiers d'habitat durable accueillant du logement social, s'implantant sur une friche, en proximité d'une gare ou en dent creuse)

Parallèlement à l'élaboration du SCOT, des actions en faveur de l'urbanisme durable et de la qualité architecturale et paysagère seront conduites avec notamment la mise en place d'une mission d'accompagnement-conseil architectural et paysager mutualisée par le Pays de Beauce, pour valoriser tout le travail qui a été fait dans le cadre de l'élaboration des Fiches architecturales et paysagères en 2007. Cette mission aura aussi comme objectif de conseiller et d'accompagner les communes, dès lors qu'elles auront un projet d'aménagement d'espace public éligible à la mesure n°23 (sur la base du volontariat).

Après étude de différentes possibilités, c'est le CAUE d'Eure et Loir qui réalisera cette mission sous la forme d'un accompagnement de la maîtrise d'ouvrage pour définir un **Programme d'Aménagement de Commune (PAC)**. Le PAC est une réflexion à l'échelle communale qui conduit à envisager une programmation d'aménagement et de revalorisation des espaces publics pour une meilleure prise en compte de la qualité architecturale, urbaine et paysagère.

Cet accompagnement sera proposé gratuitement aux communes qui en feront la demande sans obligation d'adhésion au CAUE 28.

Le Pays de Beauce est soumis à une forte pression urbaine et démographique des agglomérations alentours (Orléans, Chartres, Paris). Un desserrement est surtout ressenti dans les franges franciliennes (secteur Auneau/Janville).

Aujourd'hui ce sont près de 80% des communes du Pays qui sont couvertes par un document d'urbanisme. Les parcelles constructibles se raréfient au sein des bourgs pour l'accueil de nouvelles constructions. La volonté de construire des logements au sein des communes est inégale. Certaines souhaitent augmenter substantiellement leur population, quand d'autres sont bloquées ou préfèrent se protéger d'une arrivée « massive » d'une nouvelle population. La



plupart souhaitent garder un rythme de croissance maîtrisé, afin de maintenir un certain dynamisme démographique.

Début 2014, les élus du Pays de Beauce ont engagé une démarche de SCOT (arrêt du périmètre, délibération sur les objectifs du SCOT, recrutement d'un chargé de mission SCOT). Le Bureau d'étude GILSON a été retenu début 2015 pour élaborer le SCOT.

### **Éléments de contexte sur la ville pôle Auneau**

Le territoire du Pays de Beauce a la particularité de ne pas présenter de ville centre : le territoire est organisé autour de 4 villes pôles que sont Auneau, Voves, Orgères en Beauce et Janville-Toury. La ville d'Auneau (4289 habitants) est néanmoins la ville la plus peuplée du Pays de Beauce. C'est pourquoi, elle a été désignée comme pôle d'animation du Pays par la Région Centre Val de Loire.

La ville d'Auneau est intégrée dans la Communauté de Communes de la Beauce Alnéloise pour laquelle, elle joue un rôle de centralité :

**Sur le plan économique**, Auneau constitue un véritable pôle d'emploi à l'échelle de la CCBA : 1,2 emploi pour 1 actif / 60% des emplois de la CCBA. La ville concentre l'offre foncière économique mais c'est un pôle qui apparaît aujourd'hui en partie fragilisé (fermeture d'une des plus grosses entreprises en 2013 - ETHICON : 350 salariés).

**Sur le plan des services**, Auneau constitue le pôle urbain d'un bassin de vie élargi (21 500 habitants ne couvrant pas le sud-est du territoire de la CCBA) avec une gamme quasi complète d'équipements et de services (santé, sport, commerces, petite-enfance-jeunesse). L'offre d'enseignement, de pratiques et de spectacles est très largement polarisée sur Auneau avec une dynamique impulsée par le tissu associatif et soutenue voire directement portée par la municipalité et la présence d'équipements spécialisés (Espace Dagron, Foyer Culturel...).

Auneau accueille également le 2<sup>ème</sup> site touristique payant du Pays de Beauce, « le jardin de la Préhistoire » qui reçoit chaque année près de 10 000 visiteurs. Ce site est installé à côté des 2 étangs que la commune envisage d'aménager dans le cadre de la présente enveloppe additionnelle Pôle de Centralité.

<b>AXE C1 : Aménagement d'espaces publics</b>	<b>Crédits réservés Env. de base</b>	<b>Crédits réservés Env. additionnelle Espaces publics</b>	<b>Crédits réservés Env. additionnelle Pôle de Centralité</b>	<b>Investisst</b>	<b>Fonct</b>
<b>Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics / Village du Pays</b>		<b>874 500 €</b>		874 500 €	
<b>Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics / pôle de centralité</b>			<b>244 000 €</b>	244 000 €	
<b>Mesure N° 23-3 : Programme d'Aménagement de Commune (PAC)</b>	<b>32 000 €</b>				32 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>32 000 €</b>	<b>874 500 €</b>	<b>244 000 €</b>	<b>1 118 500 €</b>	32 000 €

Le territoire bénéficie d'une enveloppe additionnelle « Espaces Publics » de 874 500 €, au bénéfice des communes du territoire, hors pôle de centralité.



Les opérations suivantes ont été pré-sélectionnées au vu du formulaire d'intention déposé à la Région :

MAITRES D'OUVRAGE	INTITULES DES PROJETS	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES
Levesville la Chenard	Création d'un espace de détente et loisirs intergénérationnel	77 200 €
Toury	Aménagement paysager et environnemental du Parc du Bois de la Perche	100 000 €
Intreville	Aménagement du Cœur de bourg	18 000 €
Aunay-sous-Auneau	Aménagement paysager du site des Perrières	<b>75 000 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>270 200 €</b>

L'éligibilité de tout ou partie des dépenses relatives à l'opération sera appréciée au vu du dossier complet de demande de subvention adressé à la Région sur la base du formulaire en vigueur, avec une copie au Syndicat de Pays.

En cas de disponibilité de crédits, de nouveaux projets pourront être examinés d'ici la fin du Contrat, de même que le montant de subvention par projet pourrait être abondé, dans la limite d'une dépense subventionnable de 250 000 €.

### **Descriptif sommaire des projets identifiés sur l'enveloppe pôle de centralité**

#### **Valorisation en base de loisirs du site des étangs et de l'ancienne piscine**

Maître d'ouvrage : Ville d'Auneau

Montant estimatif du projet : 1 500 000 € TTC

Contenu :

Dans la vallée de l'Aunay, la commune possède 2 étangs situés au pied du château en plein cœur de la ville. Cet espace de verdure constitue un but de promenade agréable pour les Alnélois, et accueille également un site d'accueil touristique puisque le Jardin de la Préhistoire y est implanté (env. 10 000 visiteurs par an).

Par ailleurs, de l'autre côté de la route (D18 /Avenue de Paris), la piscine découverte n'est plus utilisée. La municipalité souhaite la démolir pour recréer à son emplacement un espace public destiné aux activités de loisirs pour les familles : installation de jeux d'eau. Ce projet ne pourra se faire qu'après avoir remis la rivière l'Aunay dans son lit d'origine (prévu dans le cadre du PPRE en cours de préparation sur la vallée de la Voise et ses affluents).

L'ensemble du projet s'intégrera dans la Trame Verte et Bleue (enjeux liés à la Vallée de l'Aunay).

Une étude stratégique de valorisation globale du site en base de loisirs est réalisée à l'automne 2015 par le bureau d'études Expantia.

Echéancier (démarrage de l'opération): 2016-2017

#### **Mesure 23-3**

#### **Programme d'Aménagement de Commune**

Maître d'ouvrage : Syndicat du Pays de Beauce

Montant estimatif du projet : 40 000 €

Contenu : Afin d'accompagner les communes dans la programmation de leurs espaces publics, le Pays de Beauce conventionne avec le CAUE pour la réalisation de « programmes d'aménagement communal ». La convention sera signée annuellement et fixera le nombre de communes bénéficiant de cet accompagnement.

Avancement du projet : finalisation de la convention

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> septembre 2015

## MAILLAGE URBAIN ET RURAL

### Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

« Cœurs de Village », Agglomérations,  
Pôles de centralité et pôles d'animation

23

#### CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contribuer au renforcement du « vivre ensemble »</li><li>- Renforcer l'attractivité du commerce de proximité</li><li>- Valoriser les espaces patrimoniaux notamment dans un objectif d'attractivité touristique</li></ul>
Contenu	<p>Les espaces publics constituent des lieux fonctionnels qui répondent à des pratiques sociales favorisant le « vivre ensemble ». Lieux de vie, ils sont supports de rencontres, de détente, d'animations ou de découverte du patrimoine. Ce sont également des lieux de rassemblement pour des événements, des manifestations publiques.</p> <p>Les espaces publics s'insèrent dans un tissu urbain complexe qui articule différentes fonctions, différents publics, diverses ambiances. La Région doit favoriser par son intervention un traitement qualitatif, sobre, adapté à l'identité des lieux et qui prennent en compte l'impact sur l'environnement de l'entretien des espaces.</p> <p>Ainsi, la Région prend en considération l'usage des espaces avec trois cibles spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les espaces publics <b>favorisant le lien social</b> : espaces de centralité aménagés en espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux.</li><li>- Les espaces valorisant <b>l'animation commerciale</b> : places de marchés, placettes, halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes. Une attention particulière sera portée aux projets innovants tels que les abords des épiceries sociales et les cafés associatifs</li><li>- Les espaces contribuant à la <b>valorisation du patrimoine</b> : abords de monuments ou sites enregistrant une fréquentation touristique significative, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...</li></ul> <p>La Région déterminera en amont du dispositif contractuel les priorités spécifiques au territoire en accord dans un dialogue avec les acteurs locaux.</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"><li>• Communes</li><li>• Communautés de communes</li><li>• Communautés d'agglomération</li></ul>
Financement régional	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « postiches ». L'espace public pourra inclure des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée.</li><li>• Traitement végétal des surfaces</li><li>• Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...)</li><li>• Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public</li><li>• Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public</li><li>• Honoraires (architectes - paysagistes, coordonnateur sécurité)</li></ul> <p><b>Taux de subvention :</b> <i>Pour l'aménagement de l'espace public</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• A hauteur de 30 % + bonification de 10 % si le projet comporte des</li></ul>

	<p>clauses d'insertion ou se réalise dans le cadre de chantiers d'insertion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plancher de <u>subvention</u> par projet : 20 000 €</li> <li>• Plafond de dépenses par projet : 250 000 €</li> </ul>				
<p><b>Modalités</b></p>	<p><u>Articulation avec le « projet de vie » de la commune :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Démonstration de l'inscription de l'opération dans un projet global de développement communal</li> </ul> <p><u>Qualité urbaine et paysagère :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recours à un architecte paysagiste DPLG ou école supérieure du paysage de la définition du programme à la livraison du chantier. Devront être associés à l'élaboration du projet les agents des services techniques qui assureront l'entretien.</li> <li>• Production d'une analyse de l'insertion/connexion de l'espace public dans le tissu urbain et autres espaces publics</li> <li>• Avis de l'ABF quand la réglementation l'impose et respect de la réglementation en vigueur pour les communes de « sensibilité archéologique »</li> </ul> <p><u>Préservation de la biodiversité/gestion des eaux pluviales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion durable des espaces publics (commune engagée dans : plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée, finançables au titre de l'action biodiversité du Contrat). S'agissant des communes en agglomérations, pôles de centralité ou pôles d'animation, sous réserve de leur engagement dans un Plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers le 0 pesticide.</li> <li>• Utilisation d'espèces rustiques (résistantes aux maladies) et adaptées au climat et au sol, économes en eau, à l'exclusion d'espèces invasives. Dans le cas de plantations de haies, recours à des plantes bocagères ou champêtres.</li> <li>• Aménagements perméables du sol (sauf argumentaire démontrant les contraintes techniques, telles circulations PMR, obligeant un traitement imperméable : dans ce cas, au moins la moitié des surfaces traitées devra être perméable)</li> </ul> <p><u>Sobriété énergétique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Démonstration d'un choix d'équipements d'éclairage public économes et selon un nombre adapté aux usages</li> </ul> <p><u>Favoriser les circulations douces dans l'espace public et vers l'espace public</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accessibilité des personnes à mobilité réduite</li> <li>• Justification de la prise en compte des modes doux : continuités assurées</li> </ul> <p><u>Concertation des habitants</u> : Le dossier devra montrer selon quel mode de concertation les habitants ont été associés au projet</p>				
<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p>	<table> <tr> <th data-bbox="435 1581 847 1608">INDICATEURS TRANSVERSAUX</th><th data-bbox="847 1581 1262 1608">INDICATEURS SPECIFIQUES</th></tr> <tr> <td data-bbox="435 1608 847 1747"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul> </td><td data-bbox="847 1608 1262 1747"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'opérations réalisées</li> <li>• Nombre de communes engagées dans la gestion durable des espaces verts (plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée)</li> <li>• Classement par typologie (animation commerciale/espaces de convivialité ou de rencontres/valorisation du patrimoine)</li> </ul> </td></tr> </table>	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'opérations réalisées</li> <li>• Nombre de communes engagées dans la gestion durable des espaces verts (plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée)</li> <li>• Classement par typologie (animation commerciale/espaces de convivialité ou de rencontres/valorisation du patrimoine)</li> </ul>
INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'opérations réalisées</li> <li>• Nombre de communes engagées dans la gestion durable des espaces verts (plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée)</li> <li>• Classement par typologie (animation commerciale/espaces de convivialité ou de rencontres/valorisation du patrimoine)</li> </ul>				

**Programme d'Aménagement de Commune (PAC)****Accompagnement de la Maîtrise d'ouvrage par le CAUE 28**

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter aux collectivités une expertise professionnelle pour une aide à la décision sur la question de l'architecture et des paysages et sur l'aménagement qualitatif des espaces publics « Cœur de village » (en lien avec la mesure 23)</li> <li>- Renforcer la préservation et la valorisation du patrimoine et des paysages</li> <li>- Mettre en œuvre les recommandations des fiches Architecturales et Paysagères</li> <li>- Maintenir les équilibres d'aménagement et d'occupation de l'espace</li> <li>- Veiller à la cohérence environnementale et paysagère des aménagements</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	<p>L'accompagnement du CAUE 28 se fera en 3 étapes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- <b>Le diagnostic communal</b> : appréhender la situation de la commune en identifiant les points forts et les points à améliorer sur une série de cibles identifiées (identité communale, formes urbaines, densité, centralité, espaces publics...). Identification des enjeux pour embellir et mieux aménager la commune.</li> <li>2- <b>Les orientations d'aménagement</b> : elles seront cartographiées ou schématisées et permettront d'envisager un programme général qui peut être ciblé sur un secteur ou une thématique.</li> <li>3- <b>Les fiches d'actions</b> : une fiche sera réalisée par opération à programmer selon les orientations de l'étape 2.</li> </ol> <p>Au terme de l'étape 3, la collectivité sera en possession d'un véritable tableau de bord de l'aménagement de sa commune</p>	
<b>Maître d'ouvrage</b>	Syndicat de Pays	
<b>Financement régional</b>	80 %	
<b>Modalités</b>	- Validation du contenu de la prestation et de la convention par les services de la Région	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombres d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> <li>• Nb de KWh économisés / an</li> <li>• Nb de GES évités / an</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de PAC réalisés</li> <li>• Nombre de projets réalisés</li> </ul>



## Axe C3 : Habitat/Logement

### **Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

#### **Bassin de vie d'Orléans :**

##### **Enjeu 15 : une meilleure réponse aux besoins de logements.**

- Développer une offre de logements permettant le parcours résidentiel des ménages (formes innovantes et produits nouveaux, acquisition-réhabilitation dans les centralités...).
- Diversifier l'offre de logements (pour des publics spécifiques : jeunes, personnes âgées,...)
- Poursuivre la requalification des quartiers d'habitat social.

#### **Bassin de vie de Chartres :**

##### **Enjeu 19 : développement de parcours résidentiels au sein des pôles urbains et notamment celui de Chartres.**

- Accompagner la production de logements sociaux et très sociaux en particulier sur l'Agglo ainsi que sur les franges franciliennes.
- Diversifier l'offre en logements (favoriser le parcours résidentiel, nouvelles formes d'habitat participatif, coopératif, logements adaptés...)

Le territoire du Pays est attractif en termes de prix pour les primo-accédants (avec un foncier moins cher qu'en Ile-de-France). L'habitat construit est majoritairement constitué de maisons individuelles pavillonnaires, au sein de dents creuses ou de lotissements, dont la configuration constitue souvent une rupture avec le tissu urbain des bourgs. Les lotissements privés attachent souvent peu d'importance à la qualité des opérations. La surreprésentation des maisons individuelles limite la diversité des types de logements, et ne permet pas de répondre à une demande de plus en plus diverse, compte tenu de l'évolution de la taille des ménages et de la faiblesse des revenus des habitants. On observe une faiblesse du parc locatif ce qui ne permet pas d'offrir un réel parcours résidentiel pour les jeunes notamment. L'arrivée de nouvelles populations engendre un renouvellement et un rajeunissement de la population mais aussi un turn-over important dans les petites communes (les ménages n'ont pas toujours conscience des coûts de transport, de garde, de l'éloignement des services...induits par la vie à la campagne).

La qualité du parc d'habitat s'améliore mais il reste encore beaucoup de logements en mauvais état, mal isolés...On peut toutefois noter la mise en place d'une OPAH sur la Communauté de communes de la Beauce de Janville avec un objectif de réhabilitation thermique d'une vingtaine de logements locatifs privés.

Une des particularités du Pays réside dans la présence de corps de ferme, en centre bourg, qui ne sont plus utilisés pour un usage agricole, et qui présentent donc un potentiel de transformation en logements.

Il est proposé d'ajouter une mesure concernant la création d'une aire d'accueil des Gens du Voyage sur la Communauté de Communes de la Beauce Alnéloise. Cela répond à l'enjeu qui avait été défini dans le cadre du Schéma Local de l'Habitat.



Un quartier d'habitat durable est envisagé à Fresnay-l'Evêque dans la seconde moitié du contrat.

**Au regard des priorités régionales et du Pays de Beauce, les élus ont décidé de retenir les mesures suivantes :**

<b>AXE C3 : Habitat/Logement</b>	<b>Maitre d'ouvrage</b>	<b>Crédits réservés Dotation de base</b>	<b>Crédits réservés Env. additionnelle logement</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Mesure N° 24 : Acquisition-Réhabilitation</b>			50 000 €	50 000 €	
<b>Mesure N° 25 : Construction neuve</b>			145 000 €	145 000 €	
<b>Mesure N°26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable</b>					
<b>Mesure N°26-1 : Aire d'accueil des gens du voyage</b>	<b>CCBA</b>	89 500 €		89 500 €	
<b>Mesure N° 27 : Rénovation thermique du parc public social</b>			200 000 €	200 000 €	
<b>Mesure N° 28 : Rénovation thermique du parc locatif privé</b>	<b>CCBJ</b>	35 000 €		35 000 €	
<b>TOTAL</b>		<b>124 500 €</b>	<b>395 000 €</b>	<b>519 500 €</b>	

Une enveloppe additionnelle de 395 000 € est réservée au volet logement.

Celle-ci peut être abondée le cas échéant par des crédits issus de l'enveloppe de base du Contrat.

Sur les 395 000 €, une enveloppe de 200 000 € minimum sera dédiée à la rénovation thermique, notamment au regard des intentions exprimées par les bailleurs sociaux sur le territoire :

	<b>Acquisition-réhabilitation</b>		<b>Construction neuve</b>		<b>Rénovation thermique</b>	
	<b>Nb de logt</b>	<b>Subvention prévisionnelle</b>	<b>Nb de logt</b>	<b>Subvention prévisionnelle</b>	<b>Nb de logt</b>	<b>Subvention prévisionnelle</b>
<b>Eure et Loir Habitat</b>			<b>33</b>		<b>99</b>	
Voves			12	33 000 €	6	9 000 €
Janville			17	46 000 €	18	27 000 €
Auneau					75	112 500 €
Sainville			4	11 000 €		
<b>Habitat Eurélien</b>	<b>7</b>		<b>11</b>		<b>24</b>	
Auneau					24	36 000 €
Orgères-en-Beauce	6	36 000 €				
Voves	1	10 000 €				
Guillonville			3	9 000 €		
Toury			8	22 000 €		
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>46 000 €</b>	<b>44</b>	<b>121 000 €</b>	<b>123</b>	<b>184 500 €</b>



L'offre nouvelle sera prioritairement accompagnée sous la forme d'opérations en acquisition-réhabilitation et en particulier sur les secteurs d'Auneau, de Voves et de Janville/Toury, .

**Descriptif sommaire des projets identifiés :**

***Mesure 28***

**OPAH Communauté de Communes de la Beauce de Janville**

Maître d'ouvrage : CCBJ

Montant estimatif du projet :

Contenu : Rénovation thermique d'une vingtaine de logements sur 5 ans.

Date d'éligibilité des dépenses : 1er mars 2015

### Acquisition-réhabilitation

<b>Objectifs</b>	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative.</p> <p>Intervenir prioritairement dans le tissu existant afin de limiter l'étalement urbain et se rapprocher des services et commerces de première nécessité.</p> <p>Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande.</p> <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les logements économes en énergie</li> <li>➤ la mixité sociale</li> <li>➤ l'emploi dans le bâtiment</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, organismes HLM
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Pour l'acquisition</b>, taux de 20% dans la limite d'une dépense par logement de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 150 000 € dans les 8 Agglomérations</li> <li>- 120 000 € pour les 16 pôles de centralité</li> <li>- 100 000 € dans les autres cas</li> </ul> </li> <li>➤ <b>Pour l'aménagement</b>, dans la limite d'une dépense de 100 000 € par logement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- taux de 4% pour logement social (PLUS),</li> <li>- taux de 10% pour logement très social (PLAI)</li> </ul> </li> </ul> <p>Bonifications selon la performance énergétique (voir modalités)</p> <p><b>Dépense minimum de 30 000 € par logement</b></p>
<b>Modalités</b>	<p>Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p><b>Localisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Logements situés à une distance maximum de 500 mètres des commerces de première nécessité.</li> <li>Cette clause sera assouplie dans les secteurs en forte tension en zone rurale.</li> <li>➤ Commune où les besoins en production de logements sont avérés (appréciation en amont de la négociation du Contrat)</li> </ul> <p><b>Mixité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits</li> <li>➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires</li> </ul> <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maître d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p><b>Performance énergétique</b></p> <p>Atteinte de la performance BBC rénovation *, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m2/an, et atteinte de l'étiquette C.</p> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <p>La subvention régionale peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la</li> </ul>



- géothermie,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)\*,
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

*\* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

## Indicateurs d'évaluation

### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de logements réhabilités
- Nombre de logements en PLUS ou PLA I
- Nombre de logements financés hors agglomération
- Nombre de logements financés en agglomération et en pôles de centralité
- Distance aux commerces de première nécessité
- Distance à la desserte de transports en commun
- Classe énergétique après travaux des logements financés

# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**

25

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

## **Construction neuve**

<b>Objectifs</b>	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les logements économes en énergie</li> <li>➤ la mixité sociale</li> <li>➤ l'emploi dans le bâtiment</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	Construction de logements locatifs sociaux	
<b>Maitre d'ouvrage</b>	Organismes HLM	
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 €</li> <li>➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 €</li> </ul> <p>Bonifications selon la performance énergétique (voir modalités)</p>	
<b>Modalités</b>	<p>Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p><b>Localisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Situé à 500 mètres des commerces, équipements scolaires et d'une ligne de transport. Cette clause sera assouplie dans les secteurs en forte tension en zone rurale.</li> <li>➤ Sur une commune où les besoins en production de logements sont avérés (appréciation en amont de la négociation du Contrat)</li> </ul> <p>Dans le cas de logements individuels, la taille de la parcelle ne pourra excéder 500 m<sup>2</sup>.</p> <p><b>Mixité sociale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits</li> <li>➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires</li> </ul> <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p><b>ESS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Obligation des clauses d'insertion articles 14 et 30 des marchés publics (au moins 5 % du marché)</li> </ul> <p><b>Performance énergétique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La subvention régionale peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf)*,</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés PCET</li> </ul>	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de logements neufs construits</li> <li>• Nombre de logements en PLUS ou PLA I</li> <li>• Performance énergétique des logements</li> </ul>

## ***Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)***

Objectifs	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale</li> <li>✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...)</li> <li>✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale</li> <li>✓ Limiter l'usage de l'automobile</li> <li>✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources</li> <li>✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville »)</li> <li>✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus</li> <li>✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques</li> </ul>
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation.</li> <li>✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement <ul style="list-style-type: none"> <li>• de friches urbaines</li> <li>• de dents creuses en centre bourg ou centre-ville</li> <li>• de quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)</li> </ul> </li> </ul>
Maîtres d'ouvrage	Collectivités ou aménageurs
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ingénierie : 50 % du coût</li> <li>✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 20 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSLA)</li> <li>✓ Bonification de 10 % dans le cas du recours à un système de chauffage bois ou à la géothermie pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme.</li> </ul> <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local.</p> <p>Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p>
Modalités	<p><b><u>DES PRÉ-REQUIS</u></b></p> <p>Le maître d'ouvrage devra mettre en œuvre une réflexion et renseigner le formulaire régional faisant acte de candidature et mentionnant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la justification <b>du besoin en logement social</b> (nombre, typologie, etc.) et des pistes explorées de mobilisation du tissu existant pour augmenter l'offre sociale</li> <li>• les <b>éléments de programme envisagés</b></li> <li>• la <b>motivation du choix d'implantation</b> du nouveau quartier</li> </ul>

- le respect
  - d'une **distance maximale de 500m aux commerces d'alimentation ainsi qu'aux écoles,**
  - d'une accessibilité aux **soins de santé de premier recours** (développés dans des cabinets médicaux, paramédicaux et MSP) dans un rayon de 20 minutes,
  - d'une **desserte du quartier** par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de tramway ou bus urbain, arrêt de car)

A fortiori, la programmation du quartier peut intégrer ces services ou équipements.
- Un pré-bilan pour une approche de **la faisabilité économique de l'opération** (éléments relatifs au marché du logement, approche de la charge foncière avec identification de contraintes lourdes spécifiques au site)

Le maître d'ouvrage est encouragé à fournir ces éléments le plus en amont possible.

Après examen du formulaire, la Région mentionnera au porteur de projet si l'opération est **éligible** ou non au dispositif.

### **UN MODE DE FAIRE :**

- Une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...), nécessaire à l'élaboration du diagnostic de la trame urbaine et paysagère existante et à l'accompagnement de la collectivité dans ses choix.  
L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.
- Un pilotage technique et politique renforcé pour assurer l'articulation des acteurs et des objectifs tout au long du processus opérationnel
- Une concertation adaptée au contexte et aux habitants et organisée à chaque étape de la vie du projet

### **DES CRITERES QUALITATIFS:**

S'agissant :

- **de la mixité sociale et fonctionnelle :**
  - 25 % minimum de logements locatifs sociaux (PLUS/PLAI) et 35 % pour les communes n'atteignant pas les objectifs de l'article 55 de la loi SRU, dont à minima 25 % de logements PLAI. La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maître d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.
  - Une répartition harmonieuse des logements sociaux sur le quartier devra être recherchée. La morphologie urbaine ne doit pas participer à la stigmatisation du logement social.
- **de la qualité urbaine et de la compacité :**
  - une densité bâtie (comprenant parcelles et trame viaire) minimale de 20 logements/ha, élevée à 30 logements/Ha dans le cas d'une opération située dans les villes centres des 8 agglomérations
  - présence sur le quartier ou à moins de 10 minutes à pied d'un espace public favorisant le lien social : aires de jeux, jardins partagés, place de centralité, parc,...
- **des performances environnementales :**  
**assurant la préservation et valorisation de la biodiversité**
  - la production d'un inventaire faunistique et floristique, en l'absence d'études d'impact
  - la justification de la prise en compte des continuités écologiques (notamment les Trames Vertes et Bleues aux différentes échelles) ainsi que les mesures de préservation et de compensation dans le cas d'éventuelles atteintes à la biodiversité
  - engagement de la ville dans un Plan de gestion différenciée des espaces publics ou « zéro pesticide » (s'agissant des communes en agglomérations, pôles de centralité ou pôles d'animation, engagement dans un Plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers le 0 pesticide).
  - une utilisation de plantes rustiques, adaptées au climat et au sol, économes en eau, à l'exclusion d'espèces invasives

### **permettant une infiltration des eaux de pluie sur place**

- étudier les possibilités du « zéro rejet » et gérer au minimum 50 % du volume d'eaux pluviales sur site (noues, chaussées drainantes,...)
- revêtements perméables pour les espaces publics et les espaces dédiés aux circulations douces







**encourageant le tri des déchets et leur valorisation sur place**

- a minima point de collecte sélective sur le quartier ou en limite de quartier avec une attention portée à son insertion paysagère, à défaut de la collecte sélective en porte à porte
- solutions individuelles ou collectives au compostage
- respect de la charte chantier vert

**incitant et facilitant les modes doux de déplacement**

- le plan d'aménagement doit prévoir des itinéraires sécurisés pour les piétons et cyclistes qui irriguent le quartier et le relie (piétons, vélos) au centre-ville et pôles générateurs de flux
- le stationnement vélo est rendu obligatoire sur l'espace public dès lors que des équipements ou services ou activités économiques sont prévus dans le quartier.

**garantissant la sobriété énergétique**

- éclairage public économe : système de régulation et chaîne d'appareillage respectant a minima les modalités des Certificats en économie d'énergie
- conception bioclimatique du plan masse appuyée sur une étude de type héliodon et intégrant des mesures pour éviter les phénomènes d'îlots de chaleur,
- 10 % du programme de logements doit présenter une très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (bâtiments passifs,...)
- 10 % du programme de logements doit intégrer une masse significative de matériaux biosourcés (d'origine végétale ou animale)

**Indicateurs d'évaluation**

**INDICATEURS TRANSVERSAUX**

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

**INDICATEURS SPECIFIQUES**


- % de logements sociaux, dont PLAI
- densité bâtie
- performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements
- taux de pénétration des ENR et en particulier bois et géothermie
- Linéaire de voies prévues pour les circulations douces
- Nombre de stationnements vélos installés
- % des eaux infiltrées sur place



***Aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage à Auneau***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer à l'accueil des personnes dites gens du voyage et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles (loi N° 2000-614 du 5 juillet 2000)</li> <li>- Apporter une réponse aux gens du voyage qui stationnent sur un terrain non aménagé (6 à 7 familles).</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	Réalisation et paysagement d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la commune d'Auneau (à proximité de la gare). Aménagement de 6 emplacements ce qui équivaut à 12 places caravanes. Mise en place d'équipements individualisés par emplacement (sanitaires).	
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communautés de communes de la Beauce Alnéloise	
<b>Financement régional</b>	25%	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'aires réalisées</li> <li>• Fréquentation des aires</li> </ul>

***Rénovation thermique du parc public social***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)</li> <li>• Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements</li> <li>• Diminuer la quittance de loyers pour le locataire</li> <li>• Améliorer la qualité et le confort des logements</li> <li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li> </ul>	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énérgivore (cible : étiquette D,E,F,G). Objectif régional fixé à 2 000 logements financés par an	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional	Montant forfaitaire de base 	1 500 € /logement
	<u>Bonifications :</u>  Consommation d'énergie inférieure ou égale à 60 kwh/m <sup>2</sup> /an  Installation d'un poêle à bois ou géothermie  Introduction de clauses d'insertion représentant au moins 5 % du marché global de travaux (du nombre d'heures travaillées) - art.14 et 30 du code des marchés publics  Utilisation du bois pour les menuiseries (PEFC ou FSC)  Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles	+ 500 € /logement  +1000€ /logement  + 500 €/logement  + 500 € /logement  + 500 € /logement
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux doivent permettre :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'atteinte du label BBC rénovation*</li> <li>- à défaut un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <p>Pour le patrimoine chauffé à l'électricité et quand le raccordement au gaz ou à un réseau de chaleur n'est pas possible, le couplage avec un poêle à bois est obligatoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale</li> <li>• L'intervention régionale se concentre sur des secteurs où la demande est avérée.</li> </ul>	

- Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue :

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets
<ul style="list-style-type: none"> <li>- ACERMI</li> <li>- Avis technique du CSTB</li> <li>- Avis technique européen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- NF CSTbat</li> <li>- label ACOTHERM</li> <li>- label CEKAL</li> <li>- Menuiserie 21</li> </ul>	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
<i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i>		

La demande de subvention devra s'appuyer sur le formulaire type dédié à cette action.

#### DÉPENSES ÉLIGIBLES

- Isolants standard ou éco-matériaux
- Pare vapeur, freine vapeur
- Accessoires de pose de l'isolant
- Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC
- Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques
- Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant
- Elimination des déchets de chantier d'isolation
- Menuiseries : fenêtres, volets
- Ventilation
- Dépenses de maîtrise d'œuvre
- Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)

#### Indicateurs d'évaluation

##### INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nombre de KWh économisés /an
- Nombre de GES évités /an
- Nombre de projets bonifiés PCET

##### INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de logements rénovés
- Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux
- Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux
- Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation
- Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale

### **Rénovation thermique du parc locatif privé**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"><li>• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)</li><li>• Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements</li><li>• Diminuer la quittance de loyers pour le locataire</li><li>• Améliorer la qualité et le confort des logements</li><li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li></ul>						
Contenu	Accompagnement des dispositifs locaux permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> éligible (étiquette D,E,F,G), de type OPAH, PIG,...						
Maitres d'ouvrage	Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH. La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés par les propriétaires bailleurs.						
Financement régional	Montant forfaitaire de 1 500 € par logement Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Consommation d'énergie inférieure ou égale à 60 kwh/m²</li><li>• Installation d'un poêle à bois</li></ul>						
Modalités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Logements conventionnés</li><li>• Les travaux doivent permettre<ul style="list-style-type: none"><li>- l'atteinte de la classe C après travaux</li><li>- un gain minimum de 100 kwh/m²/an</li></ul></li></ul> <p>Pour le patrimoine chauffé à l'électricité et quand le raccordement au gaz ou à un réseau de chaleur n'est pas possible, le chauffage poêle à bois sera alors rendu nécessaire.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue :</li></ul> <table><tr><td>Isolants y compris matériaux biosourcés</td><td>Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées</td><td>Volets</td></tr><tr><td>- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen</td><td>- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21</td><td>Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007</td></tr></table> <p><i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i></p>	Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets	- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen	- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets					
- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen	- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007					
Indicateurs d'évaluation	<table><tr><td>INDICATEURS TRANSVERSAUX<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de KWh économisés /an</li><li>• Nombre de GES évités /an</li><li>• Nombre de projets bonifiés PCET</li></ul></td><td>INDICATEURS SPECIFIQUES<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de logements rénovés</li><li>• Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux</li><li>• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux</li><li>• Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation</li></ul></td></tr></table>	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de KWh économisés /an</li><li>• Nombre de GES évités /an</li><li>• Nombre de projets bonifiés PCET</li></ul>	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de logements rénovés</li><li>• Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux</li><li>• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux</li><li>• Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation</li></ul>				
INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de KWh économisés /an</li><li>• Nombre de GES évités /an</li><li>• Nombre de projets bonifiés PCET</li></ul>	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de logements rénovés</li><li>• Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux</li><li>• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux</li><li>• Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation</li></ul>						



## Axe C5 : Mobilité durable

### Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

#### **Bassin de vie d'Orléans :**

##### **Enjeu 20 : renforcement de l'étoile ferroviaire d'Orléans, développement de l'offre et son articulation avec les autres moyens de déplacement**

- Améliorer l'accessibilité et l'attractivité (intermodalité, accessibilité...) des gares (Tourey)
- Développer le Fret ferroviaire à partir de la ligne Orléans-Chartres.

##### **Enjeu 21 : rééquilibrage des modes de déplacement en faveur des transports en commun, du vélo et de la marche à pied**

- Encourager l'utilisation des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle (auto-partage, covoiturage, voitures en libre service...).
- Développer les modes doux (pistes cyclables, stationnement vélo dans les gares).
- Promouvoir et mieux faire connaître les solutions de mobilité existantes auprès des publics spécifiques (personnes âgées, handicapées, jeunes, personnes en recherche d'emploi ou en insertion...).

#### **Bassin de vie de Chartres :**

##### **Enjeu 25 : une meilleure connexion ferroviaire et routière du territoire**

- Réouvrir la ligne Chartres-Orléans au trafic voyageurs.

##### **Enjeu 26 : renforcement de l'intermodalité**

- Faciliter l'intermodalité dans toutes les gares et le report modal (Voves et Auneau).
- Développer avec les AOT une offre de transport collectif adaptée.

##### **Enjeu 27 : développement des usages des modes doux notamment pour les déplacements utilitaires (pistes cyclables Voves Auneau).**

- Développer l'usage des modes doux pour les déplacements utilitaires (réseau intercommunal et dans les villes pôles)
- Encourager l'écomobilité (PDE, covoiturage, autopartage...).

Le Pays de Beauce a réalisé un Schéma Mobilité en 2012 qui a débouché sur un programme d'actions.

<b>A. Mise en œuvre de la dimension « mobilité » à l'échelle du Pays de Beauce</b>
Action 1.1. Développer l'information et la communication « mobilité » à l'échelle du Pays de Beauce
Action A.2. Instaurer un « groupe mobilité » pour assurer la mise en œuvre et le suivi du Schéma de mobilité
<b>B. Amélioration de l'accessibilité aux pôles d'échanges, de services et d'emplois</b>
Action B.1. Promouvoir à l'échelle locale les démarches PDE / PDIE
Action B.2. Accompagner les territoires dans la mise en œuvre de systèmes locaux de transport à l'échelle locale
Action B.3. Accompagner les territoires dans la mise en œuvre de dessertes rabattement de gare
Action B.4. Améliorer l'intermodalité au niveau des pôles d'échanges
<b>C. Amélioration de la mobilité des publics captifs par le soutien des acteurs locaux</b>
Action C.1. Créer une bourse d'aide à l'amélioration de la mobilité en soutien des initiatives portées par les acteurs locaux
Action C.2. Développer le prêt de mobylettes sur le territoire du Pays
<b>D. Promouvoir un usage raisonné de la voiture et développer les modes alternatifs</b>
Action D.1. Assurer le développement et la promotion du covoiturage à l'échelle du Pays
Action D.2. Développer les aménagements en faveur des modes doux à l'échelle des pôles
Action D.3. Développer la pratique des modes doux cyclo-touristiques à l'échelle de la Route du Blé en Beauce

D'une manière générale le territoire est bien pourvu en infrastructures routières et ferroviaires, pourtant des difficultés concernant la mobilité persistent sur le Pays :

- Faiblesse de l'offre de transports collectifs
- Faiblesse de l'offre de transport interne au Pays (pour relier les 4 pôles entre eux).
- Importance des trajets domicile-travail : cela induit des conséquences importantes sur la vie des ménages et des villages.

Toutefois, des améliorations sont constatées, notamment avec la réouverture projetée de la ligne voyageurs Chartres-Voves à l'horizon 2016, et la mise en place du Transport à la Demande (TAD) par le Conseil Départemental d'Eure-et-Loir. Au vu de l'arrivée de nouvelles populations, des questionnements se posent encore sur l'amélioration des dessertes des pôles d'emplois (Chartres, Paris, Ile-de-France).

Le territoire du Pays comprend 4 gares : Voves, Toury, Auneau et Château – Gaillard (sur la commune de Santilly).

AXE C5 : Mobilité durable	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure 30 - Vélo utilitaire	80 000 €	80 000 €	
Mesure 30-3 – Aménagement de Gares	160 000 €	160 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>240 000 €</b>	<b>240 000 €</b>	

### **Descriptif sommaire des projets identifiés**

#### **Mesure 30-3**

##### **Aménagement de la gare d'Auneau**

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes de la Beauce Alnéloise

Montant estimatif du projet : 544 783 €

Proposition de taux de Subvention : 30%

Contenu : Acquisition terrain et bâtiments pour agrandissement du parking.

Avancement du projet : études pré-opérationnelles en cours. Maîtrise d'œuvre lancée prochainement.

Date d'éligibilité des dépenses : 1er juin 2015

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

***Vélo utilitaire***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité</li> <li>- Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services</li> <li>- Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements</li> </ul>	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité,</li> <li>- Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie</li> <li>- Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé,</li> <li>- Acquisition de vélos,</li> <li>- Développement de services (vélo stations, maison du vélo, etc.)</li> <li>- Supports de communication et de promotion</li> </ul>	
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communes et leurs groupements,</li> <li>- Associations (uniquement pour les acquisitions de vélos)</li> </ul>	
Financement régional	40%	
Modalités	<p>⇒ Présentation d'un projet d'aménagement cyclable global précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réflexion globale à l'échelle de proximité communale ou intercommunale pour la pratique quotidienne du vélo,</li> <li>- le programme d'aménagement de pistes cyclables desservant les principaux pôles générateurs de flux: gares, zones d'activités, principaux équipements de services, culturels, sportifs, scolaires, quartiers d'habitat dense, etc.</li> <li>- cartographie/schéma des itinéraires existants, à aménager et interconnectés avec échéancier de réalisation,</li> <li>- principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande cyclable, piste cyclable, zone 30, voie verte...),</li> <li>- organisation et mode de gestion des services envisagés,...</li> </ul> <p>⇒ Avis du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</p> <p>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p><b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de projets bonifiés surfaces perméables</li> </ul>	<p><b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution du linéaire à vocation utilitaire</li> <li>• Evolution de la fréquentation</li> </ul>



### *Aménagement de gares*

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager l'intermodalité et le report modal vers les modes actifs (vélo, piéton...)</li> <li>- Améliorer le confort et l'accessibilité des transports collectifs</li> <li>- Offrir des services complémentaires aux voyageurs</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	Acquisitions foncières et immobilières, études de maîtrise d'œuvre Aménagement de parking, végétalisation Mobilier, signalétique Stationnement automobile Cheminements doux : continuité des cheminements piétons et cycles vers l'extérieur Accessibilité pour les personnes à mobilité réduite Aménagement intérieur de locaux destinés à l'accueil de services aux usagers	
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communautés de Communes	
<b>Financement régional</b>	30%	
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation d'un projet d'aménagement global</li> <li>- Avis de la Direction Infrastructures et Transports de la Région</li> <li>- Application des modalités de la mesure 23 « Espaces publics »</li> </ul>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> </ul>	<b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>

**Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

**Bassin de vie d'Orléans :**

**Enjeu 17 : préservation du patrimoine naturel et des richesses du territoire.**

- Comprendre et agir en faveur de la protection de la Biodiversité (TVB, mise en œuvre de gestion urbaine et aménagement intégrant la biodiversité en milieu urbain; amélioration de la connaissance locale; actions d'éducation, découverte et sensibilisation à l'environnement...).
- Restaurer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines (nappe de Beauce).

**Bassin de vie de Chartres :**

**Enjeu 21 : préservation de la biodiversité**

- Maintenir les connexions et les fonctionnalités écologiques existantes, entre les massifs boisés et les vallées de l'Eure et du Loir.

**Enjeu 23 : prise en compte de la ressource en eau et le risque d'inondation dans les vallées de l'Eure et du Loir.**

- Restaurer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines (nappe de Beauce) pour préserver la ressource en eau.

Le Pays de Beauce a finalisé en 2014 sa Trame Verte et Bleue qui débouche sur un programme d'actions opérationnelles :

<b>Axe 0 : Animation du programme opérationnel d'action</b>
Action 1 : Animer le Plan d'action TVB
<b>Axe 1 : Prise en compte de la TVB dans les projets de territoire des communes (PLU, gestion des espaces communaux, sensibilisation des élus</b>
Action 1.1.a : réaliser un document qui explique la notion de fonctionnement écologique, appliqué aux espèces et milieux à enjeux du territoire.
Action 1.1.b : Mettre en place un programme de communication pour sensibiliser les communes.
Action 1.2.a : Mettre en place une assistance méthodologique aux communes.
Action 1.3.c : Sensibiliser et conseiller les communes sur la mise en place d'aménagements favorables à la Biodiversité.
<b>Axe 2 : Développement d'actions de communication, de sensibilisation et de formation à destination du grand public, des scolaires et des gestionnaires de l'espace.</b>
Action 2.3.e : Sensibiliser et conseiller les propriétaires et gestionnaires de l'espace sur la mise en place d'aménagements favorables à la Biodiversité
<b>Axe 3 : Amélioration des connaissances et de l'accès aux données</b>
Action 3.1.b : Recenser, faire un inventaire des données disponibles sur le territoire.
Action 3.3.a : Améliorer la connaissance des habitats et des espèces cibles identifiées au sein de l'étude TVB
Action 3.3.b : Mettre en place un réseau de veille de présences déjà connues et d'alertes immédiates sur les nouveaux foyers d'espèces exotiques envahissantes.
<b>Axe 4 : Préservation et restauration des milieux identitaires du territoire et de la biodiversité qui y est associée.</b>
Action 4.1.b : Poursuivre la préservation et la restauration des cours d'eau et des zones humides (volet rivière)
Action 4.1.d : Poursuivre la préservation et la restauration des réseaux de pelouses sur le territoire
Action 4.1.e : Poursuivre la préservation et la restauration des mares dans le cadre du Plan Mares 28
Action 4.2.b : Sensibiliser et accompagner les agriculteurs et les collectivités pour la gestion des bordures extérieures de champs (chemins, routes, bosquets) dans un objectif de préservation des continuités écologiques.

Une partie du temps de travail du chargé de mission SCOT (20%) sera affectée à l'animation de la TVB et à la mise en œuvre du plan d'actions puisque cela est bien complémentaire de l'élaboration du SCOT, notamment les actions des Axes 1 et 2.

En terme de patrimoine naturel, on peut identifier plusieurs sites d'intérêt comme la Zone de Protection Spéciale Beauce et Vallée de la Conie (située sur 42 communes du Pays de Beauce), justifiée par 17 espèces inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux (plus grand site Natura 2000 du département). On peut également citer les cinq sites naturels gérés par le Conservatoire du Patrimoine Naturel (Le Gas de Pendeloup, Moronville, La Michellerie, Les Grands Marais d'Auneau, Le camp militaire de Bouard).

Le Pays de Beauce soutient également la réhabilitation/l'entretien des mares sur le territoire au travers du Plan Mares 28 porté par le Conseil Départemental d'Eure et Loir et qui permet de recréer des corridors écologiques.

<b>AXE D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonction</b>
<b>31 - Trame Verte et Bleue</b>		<b>250 000 €</b>	220 000 €	30 000 €
<b>32 - Gestion différenciée des espaces publics</b>		<b>50 000 €</b>	30 000 €	20 000 €
<b>32-1 : Bonification matériaux perméables <sup>(1)</sup></b>		<b>30 000 €</b>	30 000 €	
<b>34 - Matériels agricoles permettant la pratique favorable à la biodiversité et à l'eau</b>		<b>50 000 €</b>	50 000 €	
<b>TOTAL</b>		<b>380 000 €</b>	<b>330 000 €</b>	<b>50 000 €</b>

<sup>(1)</sup> : Bonification matériaux perméables : une bonification de 10% des aides peut être allouée à des aménagements relevant des différents thèmes du contrat si une surface significative est couverte de matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée).

## **Descriptif sommaire des projets identifiés**

### **Mesure 31**

#### **Implantation d'éléments agro-paysagers à Lhopiteau**

Maître d'ouvrage : agriculteurs ou collectif d'agriculteurs

Montant estimatif du projet : ?

Contenu : dans la continuité du projet ID en Campagne « Le Jardin des Liens » et suite à la conduite d'une démarche innovante de co-construction d'un projet agro-paysager avec des habitants, agriculteurs, association et paysagistes, un programme d'action a été défini. Il consiste à planter des haies et des fruitiers dans le hameau de Lhopiteau.

Articulation à la TVB : Axe 2 et 4

Avancement du projet : diagnostics Biodiversité réalisés

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> septembre 2015

#### **Mise en valeur de la Bambouseraie à Auneau**

Maître d'ouvrage : Commune d'Auneau

Montant estimatif du projet : 60 000 €

Taux de subvention : 30%

Contenu : en 2010, la commune a mis en place un système innovant d'épuration des eaux usées dans sa station d'épuration : phytoremédiation tertiaire. Ainsi, 2ha de bambouseraie ont été plantés pour recevoir les effluents traités de la Step en goutte à goutte. Ce système fonctionne depuis 4 ans, et la commune souhaite valoriser cette expérience auprès du grand

public. Le projet consiste donc à créer une plateforme d'accès permettant non seulement une visualisation mais aussi un travail d'explications pédagogiques en direction des écoles.

Date d'éligibilité des dépenses : 21 Juillet 2015

## **Animation de la Trame Verte et Bleue**

Maître d'ouvrage : Syndicat du Pays de Beauce

Montant estimatif du projet : 22 200 €

Taux de subvention : 50%

Contenu : Valorisation de 20% du temps de travail du chargé de mission SCOT pour animer la Trame Verte et Bleue et accompagner les communes dans la prise en compte de la TVB dans leurs documents d'urbanisme.

Articulation à la TVB : Action 1

Avancement du projet : Chargé de mission recruté depuis le 16 juin 2014. TVB achevée depuis le 31 décembre 2014.

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> Janvier 2015

## CADRE DE REFERENCE REGIONAL

### Trame verte et bleue

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales</li> <li>Maintenir et développer la biodiversité régionale</li> <li>Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité</li> </ul>
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Opérations permettant la création et la restauration de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) sur les territoires disposant d'une cartographie de leur stratégie en faveur de leur trame verte et bleue locale ;</li> <li>Ingénierie (voir fiche « stratégie territoriale ») permettant : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'élaboration de la trame verte et bleue locale à l'échelle d'un Pays, d'une agglomération (ou d'un périmètre dont la pertinence est démontrée) notamment dans le but de l'intégrer à un SCOT ;</li> <li>la déclinaison administrative et juridique de la trame verte et bleue locale dans les documents d'urbanisme ;</li> <li>l'étude environnementale de sites ouverts à l'urbanisme ou en voie de l'être (inventaire de biodiversité, intérêt du site pour le réseau écologique, etc.) dans le cadre de projets non soumis réglementairement à étude d'impact ;</li> <li>la traduction opérationnelle dans des opérations d'aménagements ;</li> <li>La réalisation de diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles selon le cahier des charges régional ;</li> <li>la réalisation d'inventaires de biodiversité communaux permettant la mise en place de plans de restauration et de gestion des espaces.</li> </ul> </li> <li>Actions démonstratives et pédagogiques sur des espaces d'intérêt biologique.</li> <li>Moyens d'animation nécessaires à l'émergence de projets (voir fiche « animations territoriales »).</li> </ul>
Maîtres d'ouvrage	Communes et groupements de communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)

## Financement régional

Actions éligibles	Maîtres d'ouvrage	Taux d'intervention
- Opérations permettant la création et la restauration de corridors	Exploitants agricoles individuels	40%
- Actions démonstratives et pédagogiques sur des espaces d'intérêt biologique	Structures agricoles collectives, collectivités, syndicats mixtes, associations	80%
Ingénierie : animation	Structures agricoles collectives, collectivités, syndicats mixtes, associations, chambre d'agriculture	50%
Diagnostic biodiversité (externalisé ou en régie)		80% Subvention régionale plafonnée à 1 600 € par diagnostic

## Modalités

- Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB.
- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aide publique.
- Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional

### Pour les projets agricoles :

- Les diagnostics biodiversité d'exploitation agricole sont réalisés dans le cadre d'une démarche collective et permettent la déclinaison opérationnelle de la trame verte et bleue locale (aménagements adaptés sur les exploitations).
- La subvention régionale est de 2000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et comprise entre 2000 € et 30 000 € en maîtrise d'ouvrage collective.
- Avis de la chambre d'agriculture
- Avis de la fédération des CUMA pour les projets en maîtrise d'ouvrage CUMA

## Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nombre de KWh économisés /an</li> <li>• Nombre de GES évités /an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus</li> <li>• Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés</li> <li>• Nombre de communes bénéficiaires d'une ingénierie dédiée pour intégrer la trame verte et bleue dans une opération ou un document d'urbanisme</li> </ul>



## Gestion alternative des espaces publics

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité</li> <li>• Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité)</li> <li>• Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics</li> </ul>	
Contenu	<p><b>Acquisition de matériels</b> (liste indicative) permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrosage économe : gestion informatisée, goutte à goutte...</li> <li>- Matériel pour récupération des eaux pluie pour l'arrosage des espaces verts</li> </ul> <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique)</li> </ul> <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débroussailleuse, broyeurs de refus, barre de coupe (sur tracteur, motoculteur), animaux (ovin, bovin, caprin)...</li> </ul> <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p><b>Frais d'études :</b></p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts</p> <p><b>Frais de communication auprès de la population</b> portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>	
Maîtres d'ouvrage	Communes, communautés de communes, syndicat mixte de Parc Natural régional, syndicat mixte de Pays, Communauté d'agglomération, syndicats intercommunaux, associations	
Financement régional	<p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>	
Modalités	<p><u>Les matériels et les frais de communication</u> ne sont éligibles que si le demandeur s'engage sur tout ou partie de ses espaces publics dans un plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers une démarche « 0 pesticides ».</p> <p>Dans le cas de supports de communication, sous réserve de la Direction de la communication à leur élaboration</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de communes engagées dans une gestion alternative des espaces publics</li> <li>• Volume de pesticides économisé</li> <li>• Volume d'eau économisé</li> <li>• Economies financières générées</li> <li>• Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services</li> </ul>



## *Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau*

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"><li>- Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau</li><li>- Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles</li></ul>								
Contenu	<p><b>Acquisition de matériels</b> permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herbes étrilles, houes rotatives, système d'autoguidage), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait.</li><li>- <u>Entretien des haies et d'éléments arborés</u> : lamiers et autres matériels permettant la mise en œuvre de techniques douces d'entretien</li><li>- <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)</li></ul>								
Maîtres d'ouvrage	<table><tr><td></td><td>Maîtres d'ouvrage éligibles</td></tr><tr><td>Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires</td><td rowspan="2">Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...</td></tr><tr><td>Entretien des haies et d'éléments arborés</td></tr><tr><td>Economie d'eau</td><td>Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives</td></tr></table>			Maîtres d'ouvrage éligibles	Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires	Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...	Entretien des haies et d'éléments arborés	Economie d'eau	Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives
	Maîtres d'ouvrage éligibles								
Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires	Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...								
Entretien des haies et d'éléments arborés									
Economie d'eau	Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives								
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Bonification de 10% pour :<ul style="list-style-type: none"><li>- nouveaux installés depuis moins de 5 ans,</li><li>- ou exploitants en agriculture biologique,</li><li>- ou CUMA, structures agricoles collectives,</li></ul>(La maîtrise d'ouvrage collective s'entend par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...) ... dans la limite de 40%</li><li>- 80% : associations</li></ul> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum pour les exploitants agricoles, de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les structures agricoles collectives.</p>								
Modalités	<ul style="list-style-type: none"><li>- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide</li><li>- Avis de la FDCUMA pour les acquisitions faites par une CUMA</li><li>- Attestation de certification BIO pour les exploitants concernés</li></ul>								
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nb d'emplois créés</li><li>• Nb d'emplois confortés</li><li>• Nb de KWh économisés /an</li><li>• Nb de GES évités /an</li></ul>	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre d'exploitants utilisateurs des matériels</li><li>• Surface de prairie maintenue</li><li>• Linéaire de haies entretenues avec le matériel</li><li>• Volume d'eau économisé</li></ul>							

**Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

**Bassin de vie d'Orléans :**

**Enjeu 18 : participation à la transition énergétique et la réduction des émissions de Gaz à Effets de Serre.**

- Améliorer la qualité de l'air sur le bassin de vie
- Accompagner la réduction des consommations énergétiques de l'habitat et des équipements publics.( travaux de rénovation thermique du parc public et privé d'éclairage public, Conseil en énergie partagé... )
- Soutenir le développement des énergies renouvelables (méthanisation et bois-énergie, géothermie, solaire) et la réduction des GES (agriculture, recyclage, réemploi...)

**Bassin de vie de Chartres :**

**Enjeu 24 : engagement en faveur de la transition énergétique.**

- Mettre en œuvre des stratégies énergétiques territoriales (Plan Climat Energie Territorial).
- Accompagner la réhabilitation thermique de l'habitat et des bâtiments publics des collectivités et soutenir les Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine, Conseil en Energie Partagé...
- Soutenir le développement des ressources renouvelables locales (valorisation non alimentaire de la biomasse, filière bois, éco matériaux, éolien, photovoltaïque sur bâtiments agricoles...).

Onze communes et un bailleur social, ont pu bénéficier sur le précédent Contrat de Pays, d'un accompagnement technique et financier de la Région Centre au travers du plan Isolation des bâtiments publics. Globalement, on constate – surtout dans les communes de moins de 500 habitants – que le parc de bâtiments publics est assez vétuste avec des systèmes de chauffages anciens.

Fin 2014, dans le cadre de l'Appel à Projet « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » lancé par le Ministère de l'écologie et du logement, le Pays de Beauce a été sélectionné parmi les territoires à énergie positive en devenir. Ainsi, le Pays de Beauce bénéficie d'un accompagnement spécifique pour l'aider en matière d'énergie-climat en vue d'atteindre la labellisation TEPCV.

<b>AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional</b>	<b>Maitre d'ouvrage</b>	<b>Crédits réservés</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Mesure N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics</b>		<b>384 000 €</b>	384 000 €	-
<b>Mesure N°35.1 : Forfait Ecb <sup>(1)</sup></b>		<b>10 000 €</b>		10 000 €
<b>Mesure N°35.2 : Bonification climat-énergie <sup>(2)</sup></b>		<b>50 000 €</b>	50 000 €	-
<b>TOTAL</b>		<b>444 000 €</b>	434 000 €	10 000 €

**(1) : Forfait Ecb**

Une enveloppe de 10 000 € est réservée pour le financement d'un marché régional d'études thermiques visant à accompagner les communes de moins de 1000 habitants dans les choix techniques de travaux d'isolation.

**(2) : Bonification énergie-climat**

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois ou géothermique
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.



## CADRE DE REFERENCE REGIONAL

### *Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs*

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"><li>• Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation (objectif PCER)</li><li>• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations</li><li>• Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers</li><li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li></ul>
Contenu	<p><b>CHAMPS D'APPLICATION</b></p> <p>Tout le patrimoine des collectivités : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Isolants standard ou éco-matériaux</li><li>• Pare vapeur, freine vapeur</li><li>• Accessoires de pose de l'isolant</li><li>• Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC</li><li>• Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques</li><li>• Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant, bardage bois</li><li>• Elimination des déchets de chantier d'isolation</li><li>• Menuiseries (en bois uniquement, PEFC ou FSC): fenêtres, volets</li><li>• Ventilation</li><li>• Dépenses de maîtrise d'œuvre</li><li>• Etude thermique selon cahier des charges régional</li><li>• Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)</li></ul>
Maîtres d'ouvrage	Communautés de communes, Communes, Communautés d'agglomération Associations
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an)</li><li>• Les travaux doivent permettre d'atteindre la performance BBC rénovation*, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m2/an et atteinte de l'étiquette C après travaux</li></ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <p>- Les communes de plus 1000 habitants et les communautés de</p>

communes\* disposant d'au moins 10 bâtiments de plus de 10 ans doivent avoir réalisé un Conseil d'Orientation Énergétique du Patrimoine (COEP) ou adhérer à un service de Conseil en Énergie Partagé (CEP)

- Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets
- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen	- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Économique Européen ou en Turquie.		

- Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mise en œuvre correspond à la classe énergétique visée

*Dans les communes de moins de 1000 habitants, cette attestation pourra être délivrée par le prestataire régional ayant réalisé l'étude thermique dans le cas où il a été mobilisé pour l'accompagnement du maître d'ouvrage pour le lancement des travaux.*

*Le marché régional pourra à son terme être prolongé, dans le cadre d'un marché local, ou par la reconduction du marché régional avec imputation budgétaire sur l'enveloppe du Contrat.*

*Dans le cas contraire, et/ ou si le bouquet de travaux retenu correspond à un autre scénario que celui préconisé dans l'étude thermique offerte par la Région, le maître d'ouvrage devra mandater un bureau d'étude thermique à ses frais pour la production de cette attestation*

- Les travaux doivent être réalisés par une entreprise
- La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux
- Les opérations ne comprenant pas d'isolation des combles ne sont pas éligibles sauf si les combles sont déjà suffisamment isolés (attestation par un bureau d'étude thermique à l'appui)
- Le formulaire régional « plan isolation » doit être dûment complété
- Concernant le logement social le maître d'ouvrage devra démontrer une baisse de 15% de la quittance globale du locataire

*\* il s'agit du patrimoine dont la communauté de communes a la compétence pour la réalisation de travaux.*

### Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nb d'emplois créés</li><li>• Nb d'emplois confortés</li><li>• Nb de KWh économisés /an</li><li>• Nb de GES évités /an</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nb de bâtiments rénovés</li><li>• Nb de bâtiments BBC rénovation après travaux</li><li>• Nb de bâtiments atteignant la classe C après travaux</li><li>• Surface d'isolants posés</li><li>• Surface de menuiseries posées</li></ul>



# LES CONTRATS REGIONAUX DE SOLIDARITE TERRITORIALE

## MODALITÉS COMMUNES

### ➤ Communication :

- Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...)

- Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise (par envoi courriel à [territoires.communication@regioncentre.fr](mailto:territoires.communication@regioncentre.fr)) pour **validation à la Direction** de la Communication du Conseil régional (voir cadre de référence correspondant)

### ➤ Conditionnalités énergétiques :

- Le financement d'un véhicule léger (hors véhicules spécifiques) est conditionné à une consommation inférieure à 120 g/ CO<sub>2</sub>/km

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de la performance BBC rénovation\* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et **classe énergétique C après travaux**

- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)

- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10 points** dans l'un des cas suivants :



- système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
- bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie\*\* (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)\*,
- bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés\*\* (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

*\* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

*\*\* justifiée par un label ou une certification (ou équivalent) du bâtiment intégrant cette Performance*

### ➤ Conditionnalités sociales :

- Tout projet dont le coût est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées

- Le maître d'ouvrage d'une opération de réhabilitation thermique de logements sociaux doit s'engager sur une réduction de la quittance globale du locataire de, au minimum, 10%, dans le cas où le loyer augmente.

➤ **Bio-conditionnalités :**

- Tout projet d'aménagement, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

- Bonification de 10% des aides allouées à des aménagements si une surface significative est couverte en matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée)

➤ **Modalités financières :**

- Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être accordée si elle correspond à moins de **20 % du coût éligible** du projet, sauf dans le cas de projets dont le coût est supérieur à 5 M€ et cas particuliers tels l'immobilier d'entreprise et les zones d'activités qui engendreraient des recettes ne permettant pas d'appliquer ce taux minimum

- La subvention régionale minimum, qui est de **20 000 €**, est ramenée à 5 000 € dans le cadre des OCMACS, et à **2 000 €** pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée ou associative, pour les projets des communes de moins de 300 habitants, ou pour les maîtres d'ouvrage publics présentant une opération au titre des investissements immatériels, ou des projets liés à l'économie sociale et solidaire, à l'énergie, au logement, à la mise en place de services à la population, à la biodiversité, au paysage, aux aménagements liés aux itinérances douces, compte tenu du fait qu'ils peuvent concerner des actions expérimentales peu coûteuses mais néanmoins intéressantes, voire exemplaires

- Sauf exception, la subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique est limitée à **10 000 €**. Elle peut être exceptionnellement portée à 30 000 € dans le cadre de filières locales organisées et pour des projets culturels structurants, et à 50 000 € dans le cas de projets touristiques dont le rayonnement est avéré

- Le **plan de financement** de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région (en règle générale 80%, notamment réduit dans le cas d'aides économiques, et exceptionnellement augmenté dans des cas précis prévus par la réglementation nationale et/ou européenne.

➤ **Maintien de l'usage des équipements financés :**

- En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région au *prorata temporis*.